



# Le dossier

Mai 2013

Du 17 octobre 1961  
aux accords d'Evian :  
l'engagement  
des militants CGT  
de la métallurgie  
dans la guerre d'Algérie



# Introduction



## Alain STERN, militant de la FTM, membre du Conseil d'administration de l'IHS-CGT métallurgie

Il ne me semble pas nécessaire de souligner ici l'importance qu'a revêtu pour nous la lutte pour la paix, contre les conséquences du colonialisme et contre la «sale guerre» d'Algérie. Nous sortions alors d'une bataille contre le fascisme, puis contre la guerre froide – avec l'appel de Stockholm –, puis contre la guerre d'Indochine, et cet événement a concentré l'essentiel de notre activité pendant la période. Nous n'avons sans doute pas fait tout ce qu'il aurait fallu mais ce fut quand même un moment important tant pour notre vie personnelle que syndicale. Ce fut aussi un moment de solidarité et de

fraternité dans les entreprises où il fallut parfois faire face à des situations difficiles, nos camarades algériens étant divisés entre MNA et FLN, mais où nous n'avons jamais cédé.



## Claude VEN, président de l'Institut d'histoire sociale FTM-CGT

Chers amis, chers camarades, 2012 est l'année du cinquantième anniversaire des accords dits «d'Evian». A quelques jours près, nous célébrons la signature de la «déclaration générale des deux délégations du 18 mars 1962» puisque tel est le titre exact de ce texte. Cela signifiait le cessez-le-feu après huit années de conflits. Huit années d'une guerre coloniale que l'on persistait à qualifier, il y a encore quelques années, d'«événements». Ces «événements» qui ont bouleversé des vies, détruit des existences, transformé notre pays et notre regard sur nous-mêmes et ceux qui nous entourent.

Si l'Histoire circonscrit ces événements entre le 1<sup>er</sup> novembre 1954 et le 18 mars 1962, nous savons que, tant par leurs causes que leurs conséquences, ils débordent largement de ce cadre. On peut vouloir en situer le premier acte aux massacres de Sétif le 8 mai 1945, étouffés par l'euphorie de la victoire sur l'Allemagne nazie, mais l'origine de tout cela est bien le débarquement des troupes coloniales françaises près d'Alger en juin 1830.

Pour ce qui est des mois qui suivirent les accords d'Evian, ils furent le théâtre d'une radicalisation, d'un déchainement d'actes de désespoir et d'un terrorisme aveugle. Quant aux conséquences elles persistent, comme autant de blessures mal soignées, à maintenir souffrance et méfiance non seulement entre deux nations mais au cœur même de nos cités, au sein de la population française d'aujourd'hui.

S'il est vain de vouloir cantonner cette guerre entre deux dates, il est tout aussi illusoire d'en limiter le périmètre à l'autre rive de la Méditerranée. Une part importante de ce conflit s'est nouée, décidée et déroulée sur le territoire dit «métropolitain». Et c'est sur cette dimension que nous vous proposons de nous arrêter. Notre fédération participe activement aux différents

hommages qui se succèdent dans le cadre de ce cinquantième anniversaire. Mais nous avons souhaité y apporter notre propre contribution. A l'instar de l'ensemble des travailleurs, les métallurgistes, loin d'être indifférents ou préservés, ont été confrontés, emportés par ces événements. Il était donc de la responsabilité de leur organisation syndicale d'appréhender chaque composante et chaque situation, afin de s'efforcer de comprendre, guidée par ces valeurs et ces principes, pour agir dans l'intérêt des travailleurs et de l'ensemble des populations. Cette responsabilité demeure aujourd'hui et le besoin d'analyse même rétroactif reste essentiel.

Durant toute cette période, nos capacités de rassemblement et d'intervention ont été mises à rude épreuve. Militants et syndiqués ont dû mener une bataille quotidienne pour assurer l'information et gagner la prise de conscience des travailleurs sur les enjeux de paix, de dignité et de justice sociale que sous-tendait ce conflit. Comment y sont-ils parvenus ?

Pour préparer cette initiative nous nous sommes replongés dans les documents et les publications ayant trait à cette période. Le numéro spécial de la revue de l'IHS CGT de l'Ile de France : Mémoires Vives, fut un outil précieux. Ce qui est frappant, c'est la conjonction d'éléments qui ont dû peser et influencer sur la perception des faits et la capacité de réaction.

Notre passé est aussi celui d'un empire et le succès populaire de l'exposition coloniale de 1931 n'est pas un accident. Il est le reflet d'une conception du Monde qui a laissé des traces dans la conscience nationale. Lorsqu'éclate la répression des forces françaises à Sétif en mai 1945, le rôle et la place des indigènes que l'on appellera plus tard les «Français musulmans d'Algérie» n'est en rien celui que l'on pourrait attendre d'une démocratie moderne. Prétendre que la classe ouvrière dans son ensemble était acquise aux principes d'éga-

lité serait nier les réalités d'une époque. Un aveuglement aussi dangereux consisterait à ne pas accepter que le racisme et la xénophobie traversent aujourd'hui encore le salariat dans toutes ces composantes.

Le début des hostilités, en 1954, n'éclate pas dans un ciel serein. La défaite de Diên Biên Phu vient de mettre un terme à la guerre d'Indochine. Le drame du peuple vietnamien est loin de s'achever mais pour la population française l'aspiration à la paix est réelle. Quel regard porte-t-elle sur ce nouveau foyer de violence ?

Le plus difficile aux générations actuelles pour se mettre en situation est la perception d'un Monde scindé en deux blocs antagonistes et le climat de guerre froide qui redimensionnait chaque événement. Les expressions, les initiatives, les interventions syndicales et politiques d'alors n'échappaient pas à cette réalité. Le poids, l'ingérence des deux puissances que constituaient l'URSS et les USA tendait à donner à chaque réponse un caractère exclusif et définitif.

L'année 1956 constitue un tournant. L'accession de Guy Mollet à la présidence du conseil, élu sur la base de la recherche de la paix en Algérie, se traduit dans les faits par l'envoi des rappelés du contingent et l'angoisse pour des centaines de milliers de familles. Le débat politique se trouve pollué par le vote des pleins pouvoirs, l'intervention soviétique à Budapest et la publication du rapport Khrouchtchev. Tout cela diffuse troubles et interrogations dans le monde communiste et participe à son isolement. Chez les travailleurs la perplexité, le flottement est perceptible. L'aventure de Suez en fin d'année et la montée en puissance du poujadisme accentuera le climat délétère.

Une telle conjonction d'événements n'est pas très favorable à la perception des expressions de la CGT surtout si nous y ajoutons la censure d'Etat et parfois même la saisie des journaux et publications. Pourtant, pas à pas, vont grandir dans l'opinion des exigences liées aux droits du peuple et à la reconnaissance du fait national algérien. Au fil du temps sera posé le principe de l'autodétermination, d'un cessez-le-feu et de négociations en lien notamment avec le coût économique de cette guerre, au détriment des besoins des populations et de la satisfaction des revendications. Si le débat est sans cesse alimenté, la prise de conscience n'est pas toujours au rendez-vous. Chez les appelés la résignation prend souvent le pas sur l'indignation. On attend la quille et les jeunes militants qui ont refusé de partir en Algérie se retrouvent isolés alors même que le ballet des cercueils traversant la Méditerranée s'amplifie.

La dégradation de la situation permet au général de Gaulle de s'emparer du pouvoir par effraction en mai 1958. Son référendum ne rencontre que 20 % d'opposition. Le chemin de la prise de conscience paraît toujours plus long. D'autres voix se font entendre : le 6 septembre 1961 paraît le manifeste des 121 qui est une déclaration sur le droit à l'insoumission. Au sein des forces algériennes de libération, les orientations politiques divergentes et les enjeux de pouvoir tournent au règlement de comptes. L'impôt révolutionnaire est instauré, parfois avec violence, les assassinats et les exécutions de travailleurs algériens ont lieu jusque

devant les portes des usines – et même à l'intérieur comme se sera le cas une fois chez Renault. Le FLN tente de porter la guerre sur le territoire français par le biais des attentats. Une part de l'opinion publique française en vient à réclamer l'indépendance avec un objectif : « on les vire et ils rentrent chez eux ! ».

Les deux dernières années seront les pires. L'Algérie est asphyxiée par la répression et les attentats. Le 22 avril 1961 c'est le putsch des généraux d'Alger. CGT et PCF se mobilisent pour faire barrage à toute éventualité de coup d'état militaire. Le 5 octobre Papon, préfet de police publie un communiqué de presse instaurant le couvre-feu discriminatoire, «conseillant» aux algériens de rester chez eux entre 20 heures 30 et 5 heures du matin. Il l'accompagne de ces consignes aux forces de l'ordre : «réglez vous-mêmes vos affaires avec les Algériens. Si vous vous sentez menacés, tirez, vous êtes couverts». Le 17 a lieu la seule manifestation spécifiquement algérienne en France en huit ans de guerre. Le chiffre exact des victimes reste encore incertain mais on tue, ce soir là, dans les rues de Paris, les cadavres flottent dans la Seine. D'autres, on ne sait combien, frappés, incarcérés seront expédiés en Algérie dans les jours qui suivent.



Notre camarade Claude Poperen alors en responsabilité à Renault Billancourt avouera : «il y avait plus de malaise que de colère devant la brutalité policière. La réaction au lendemain de ce drame n'aura rien à voir, il faut malheureusement le reconnaître, avec celle que nous avons connue au lendemain de Charonne».

Charonne, quatre mois plus tard, le 8 février 1962. La volonté de faire taire toute contestation à coups de matraque est plus que jamais à l'ordre du jour. A l'appel de la CGT, de la CFTC et de l'UNEF, plus de vingt mille manifestants convergent vers la Bastille. Les forces de police chargent. Il y aura neuf morts, tous syndiqués à la CGT et des dizaines de blessés. Le 13 février les obsèques seront suivies par un million de personnes. Comme le dira Henri Malberg : «la France populaire, profonde, comme dans les moments historiques se mit en mouvement. La tristesse s'accompagnait du sentiment d'écrire une page de l'histoire et de la certitude

que plus rien ne pouvait s'opposer à la fin de la guerre.» Mais au-delà des accords signés, le 18 mars 1962, il y aura encore les actes de désespoir, le délire meurtrier de l'OAS, et puis l'accueil des rapatriés et le maintien de liens de solidarité avec le peuple algérien.

A évoquer ces quelques dates, ces faits dramatiques, cette succession d'avancées et de reculs, on s'interroge sur la force qui a permis à des femmes et des hommes de poursuivre la lutte inlassablement et de persister dans cette bataille souvent cruelle et interminable. C'est de ce travail quotidien, de cet effort de persuasion de chaque instant pour gagner les consciences et ouvrir un chemin pour la paix, la dignité et la justice sociale, que nous vous invitons à témoigner.

Les initiatives et les publications de la Fédération auront été nombreuses tout au long de ces années. Les métallurgistes ont été acteurs de ces «événements». Nous avons de multiples exemples comme celui emblématique de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt ; ce laboratoire social, pilote de la modernisation mais aussi bastion CGT avec ses 36 000 salariés, dont 80 % d'ouvriers parmi lesquels 4 000 travailleurs algériens. Comme me le disait un camarade : «sur le dossier de l'Algérie, on avait tout sur place.»

A aucun moment la CGT n'a renoncé à l'expression ni à l'action revendicative. Elle a poursuivi la construction du rapport de forces mais l'Algérie et le sort de ses populations a tenu une place considérable dans l'activité syndicale. C'est pour remettre en perspective ce travail de fond, permanent, que nous avons sollicité des camarades, témoins mais aussi acteurs de premier plan, pour apporter leur témoignage. Cet éclairage nous permettra de tirer les enseignements de cette douloureuse période et de nous armer pour les défis d'aujourd'hui et de demain.





## Débat



**Claude POPEREN, secrétaire général du syndicat de la RNUR Billancourt (Renault) - 1961/1962**

La période de la guerre d'Algérie fut effectivement difficile. Par rapport à la lutte que nous avons menée contre la guerre d'Indochine, les choses étaient plus difficiles. La bourgeoisie avait, en effet, ancré à l'esprit que l'Algérie n'était pas une colonie comme les autres. Chaque élève français avait appris à l'école primaire que l'Algérie, c'était trois départements français. Il ne faut pas non plus oublier que des centaines de milliers de jeunes avaient fait leur service militaire là-bas.

Dès le départ, les attentats dans les Aurès – notamment l'assassinat d'un jeune couple d'enseignants – avaient suscité une certaine réprobation. Il y avait, à l'époque, beaucoup d'Algériens en région parisienne, notamment dans les grandes entreprises de la métallurgie qui employaient des OS. Ils votaient massivement à la CGT et y étaient syndiqués dans les mêmes proportions que les Français (6 000 sur 36 000 adhérents). Ils faisaient aussi massivement confiance, avant la guerre, au MLTD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) de Messali Hadj, devenu plus tard MNA (Mouvement national algérien). Ils ont ensuite rejoint le FLN, beaucoup pour des raisons idéologiques mais d'autres sous la contrainte et par des violences qui purent aller jusqu'à des assassinats. Tout cela avait contribué à créer une situation compliquée.

Il y avait de tout, depuis ceux favorables à l'Algérie française à ceux qui pensaient que les Algériens avaient le droit à disposer d'eux-mêmes, et donc à l'indépendance. Si nous avons contribué à gagner, c'est parce que nous sommes restés fidèles à cette démarche, y compris dans les moments les plus difficiles, lorsque nous étions très isolés – et il est vrai que l'intervention soviétique à Budapest n'a pas arrangé les choses. Le jour où cela s'est produit, j'étais très heureux que l'on ait sauvé le système socialiste en Hongrie mais, en arrivant à l'usine le lendemain, un ouvrier a déchiré sa carte de la CGT devant moi et m'a craché à la figure. La campagne pour les élections législatives de l'automne 1955 avait levé un grand espoir : le parti commu-

niste avait mené une grande bataille et la SFIO s'était prononcée pour la paix en Algérie, même si c'était avec une certaine prudence.

On pouvait donc espérer que les choses iraient dans le bon sens. Malheureusement, dès que Guy Mollet est allé en Algérie, où il a été reçu par les pieds-noirs ultras, il leur a immédiatement cédé. Dans les semaines qui suivirent, ce furent les pouvoirs spéciaux, qui donnèrent ultérieurement les pleins pouvoirs à l'armée, puis le rappel du contingent. J'ai alors senti plus qu'un malaise chez les ouvriers algériens de Renault. Ils avaient le sentiment que nous les avions abandonnés. Le lendemain du vote des pouvoirs spéciaux avait lieu une réunion de la commission algérienne de notre syndicat, qui regroupait les délégués du personnel algériens. Il y avait en tout et pour tout deux communistes algériens, et nous en avons pris «plein la tête». Heureusement que la séance a été levée à minuit pour permettre à chacun de prendre le dernier métro car sinon, nous en aurions eu jusqu'à deux ou trois heures du matin. Ils avaient le sentiment que nous les avions sinon trahis, du moins abandonnés et que nous ne faisons pas pour eux ce que nous avons fait pour la guerre d'Indochine. Cela s'est d'ailleurs traduit dans les faits puisque nous avons perdu les élections au comité d'établissement deux mois plus tard. Lors du meeting du 1<sup>er</sup> mai organisé par notre UD, un camarade algérien a même été sifflé lorsqu'il a voulu prendre la parole.

Tout cela a duré. Il n'y avait alors rien d'autre qu'une bataille d'idées. J'étais à l'époque au bureau de l'USTM et il y avait peu de réunions lors desquelles nous ne discussions pas de l'Algérie, des initiatives que nous pouvions prendre, des difficultés auxquelles nous étions confrontés et de nos résultats dans les entreprises.

Avant le 17 octobre, deux événements contribuèrent à une prise de conscience. Le premier fut la tentative de putsch dit «des barricades», suivi d'une réaction très forte de la CGT appelant à des débrayages, puis, un an plus tard, le putsch des généraux. Ces généraux étaient les mêmes que ceux qui avaient amené de

Gaule au pouvoir suite au putsch du 13 mai 1958. Ils avaient eu le sentiment d'être trahis par lui, qui leur avait dit «je vous ai compris» avant de négocier avec le FLN quelques années plus tard. Il y eut donc une prise de conscience et après le putsch des généraux d'avril 1961, le bureau de notre syndicat s'est réuni à la demande de la fédération de la Métallurgie. Michel Debré avait appelé à se dresser face aux soldats. Nous avions dit d'accord mais en précisant que nous n'irions pas les



mains nues, que Dreyfus devait aller voir le général de Gaulle et lui demander des armes. Nous avons également décidé de ne pas prendre le travail à l'embauche et d'appeler immédiatement à la grève. A 4 heures du matin, Vernier-Palliez, l'adjoint de Pierre Dreyfus, m'appela pour me dire que ce dernier était allé voir le Président, qu'il lui avait dit que tout était fini, que les parachutistes étaient rentrés dans les casernes et qu'il n'était pas question de nous donner des armes. Malgré cela, nous n'avons pas repris le travail le lendemain à l'embauche mais à la différence d'autres grèves, celle-ci fut discrète. La direction de Renault avait visiblement reçu des consignes pour laisser faire et nous avons organisé un très grand meeting. Je n'avais rien vu de tel à Billancourt depuis 1949. Le hall de l'île Séguin était plein et, ce jour-là, nous avons marqué des points.

S'ensuivit une période où grandit l'exigence d'en finir avec la guerre d'Algérie, ce qui ne pouvait passer que par l'indépendance. Il y eut cette décision de Maurice Papon d'imposer le couvre-feu aux Algériens vivant en



#### Paul LEBOURGEOIS, ancien salarié Citroën

Mon frère a été tué en Algérie le 27 janvier 1957. Quand la nouvelle s'est sue dans mon usine, tout le monde a débrayé, y compris nos camarades algériens. Nous les avons associés à l'hommage rendu à mon frère car l'un d'entre eux avait eu un fils tué par les parachutistes du général Massu.

Après les événements du 17 octobre 1961, mon camarade Adoum, avec qui je travaillais depuis cinq ans, avait disparu. Nous avons donc débrayé et j'ai demandé au responsable du personnel – un ancien policier qui avait ses entrées à la Préfecture – de me dire où il était. En pleine nuit, je suis alors allé au centre de

France mais il ne faut pas oublier qu'il y avait au-dessus de lui Roger Frey, le ministre de l'intérieur, Michel Debré, le premier ministre, et le général de Gaulle. Le 17 octobre, l'un des responsables du FLN vint donc me dire qu'il y aurait une grande manifestation d'Algériens, que la répression serait dure et qu'il risquait d'être arrêté. Il est quand même revenu le lendemain mais il manquait une centaine de travailleurs dont nous n'avons pas su s'ils avaient été tués ou arrêtés. Là encore, l'exigence de paix grandit et il y eut beaucoup de sympathie envers les Algériens, même s'il n'était pas question d'appeler au débrayage car nous serions allés à l'échec. Nous avons quand même multiplié les prises de parole aux portes des usines et dans les ateliers, malgré les risques de sanction.

Petit à petit, le mouvement est monté. Il y eut ensuite les attentats de l'OAS qui touchèrent notamment des permanences de la CGT. J'ai moi-même reçu d'Algérie deux lettres contenant des menaces de mort. Fort heureusement, il y eut une réaction, avec des manifestations. Nous en avons organisé plusieurs le soir, à la sortie du travail, et pas seulement chez Renault. Il y eut aussi la manifestation de la CGT, le 19 décembre, réprimée avec une grande violence et qui déclencha enfin une réaction chez les syndicats suivistes. Nous avons aussi organisé des manifestations «spontanées» d'une demi-heure, un samedi après-midi avenue de Clichy par exemple.

Il y eut enfin le soir de Charonne. Chez Renault, on nous avait demandé d'être au pont Sully-Morland, à 18 heures 30, mais comme nous sortions de l'usine à 18 heures 15, nous étions arrivés à 19 heures où nous n'avions trouvé personne. Nous avons donc défilé rue de Rivoli, puis autour des Halles, et c'est en reprenant le métro que nous avons appris ce qui s'était passé au métro Charonne. Le lendemain, nous avons donc lancé un nouvel arrêt de travail massif dans l'usine de l'île de Séguin. Nous avons aussi appelé à débrayer le jour des obsèques, ce qu'on fait beaucoup de salariés. Il fallut malgré tout continuer car de Gaulle négociait une indépendance partielle, qui n'aurait pas concerné le Sahara et ses puits de pétrole et de gaz. Les négociations ont traîné, il y eut encore des morts inutiles et lorsque les accords d'Evian furent été signés, ce fut un soulagement. Lorsque l'indépendance fut officielle, le 2 juillet 1962, il y eut dans l'usine des rencontres entre Français et Algériens, où tout le monde s'invitait mutuellement d'un jour à l'autre, et ce fut une période extraordinaire.

rétenion de Vincennes où les CRS ne me laissèrent entrer, mais cela fit vraiment du bruit dans mon usine. Quelques mois plus tard, Adoum réapparut mais il n'était plus le même.

J'ajoute que lorsque mon frère a été tué, je suis allé voir un journaliste de L'Humanité qui fit une demie page sur le sujet, avec notamment les lettres du commandant de mon frère me disant qu'ils le vengeraient. On trouve aussi dans le livre d'Henri Alleg sur la guerre d'Algérie le témoignage d'un soldat qui était dans la même compagnie de mon frère et qui raconte comment ils descendirent dans un village pour tout «bousiller».



**André BARDILLAT, ingénieur à l'Aérospatiale, retraité**

Le témoignage de Claude Poperen sur la manifestation de Charonne est intéressant car on oublie souvent qu'il y eut en fait plusieurs manifestations ce jour-là. Il a fait état d'une manifestation partie du pont Sully-Morland, mais une autre partit du pont Marie et remonta la rue des Ecoles avant de se disperser boulevard Saint-Germain. Compte tenu de la répression, les lieux de rassemblement étaient en effet tenus secrets jusqu'au dernier moment.

Quand je suis rentré chez moi après la manifestation, il y avait un grand émoi dans le quartier car tout le monde

avait eu des échos du massacre, alors que nous-mêmes n'en savions rien. Le lendemain matin, quand je suis sorti de chez moi, un camarade me dit même «ça y est : vous les avez vos martyrs !».



**Henri BENOITS, cofondateur du comité RNUR d'aide aux emprisonnés français contre la guerre d'Algérie**

Dans son introduction, Claude Ven a rappelé qu'à l'époque «le poids, l'ingérence des deux puissances que constituaient l'URSS et les USA tendaient à donner à chaque réponse un caractère exclusif et définitif». C'est l'idée clé qu'il faut comprendre si l'on veut juger ce mouvement général, que j'ai personnellement vécu dès 1944. Il y eut d'abord une tentative pour faire du 1<sup>er</sup> mai 1945 une journée d'activité, dans l'idée de lutter contre le fascisme, mais les sections syndicales de la région parisienne refusèrent de travailler ce jour-là. Cela aurait été d'autant plus stupide que des coupures de courant interdisaient de toute façon toute activité, mais il y avait aussi dans cette décision un caractère politique que les camarades comprirent parfaitement. Des militants algériens participèrent au défilé du 1<sup>er</sup> mai 1945, soit sept jours avant la fin de la guerre. Certains portaient un brassard vert, la couleur du PPA-MTLD. Ils brandissaient le poing en demandant l'indépendance de l'Algérie devant la tribune où la CGT était représentée, ce qui m'avait profondément touché.

Puis, le 8 mai 1945 eu lieu une manifestation de célé-

bration de la fin de la guerre à Sétif. Les nationalistes algériens réclamèrent l'indépendance au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes prévu dans la Charte Atlantique. Il faut d'ailleurs bien comprendre qu'il y eut continuellement une résistance en Algérie depuis celle d'Abd el-Kader qui commença en 1830 et dura quinze ans. C'était un mouvement profond chez un peuple spolié. L'Algérie présentait en effet la caractéristique de faire partie de la France. C'était une colonie de peuplement, avec des colons venus de France et qui, depuis 1830, avait exproprié, exploité les Algériens et leur avaient attribué une condition inférieure. 1945 vit le début d'un grand mouvement non seulement en Algérie mais dans de nombreux autres pays. La moitié de l'humanité était en insurrection, de la Chine aux pays du Tiers-Monde. Ce fut un grand mouvement, indépendant de l'affrontement entre l'URSS et les Etats-Unis, et dont nous eûmes le tort de ne pas saisir toute l'importance historique.

C'est dans ces conditions que j'ai été appelé par les camarades algériens de mon entreprise à faire certaines choses, parfois très concrètes. Fin 1960, le camarade Ziani, ancien communiste de Renault qui avait abandonné sa carte en avril 1956, vint me voir pour me demander de constituer un réseau afin de faire parvenir à tous les camarades emprisonnés en France ou en Algérie 50 francs de la part du FLN. Il me présenta celui qui devait me remettre la somme nécessaire. Ce camarade se présenta et je lui demandai s'il était sûr que cet argent leur parviendrait. Il me répondit alors que des négociations secrètes se déroulaient parfois avec le gouvernement Debré. Au cours de l'une d'entre elles, nous avons donc demandé la garantie que cet argent parviendrait bien aux prisonniers et nous l'avons obtenue du garde des Sceaux. En août 1961, c'est précisément ce garde des Sceaux qui fut éliminé du gouvernement – il appartenait probablement à cette tendance qui cherchait le compromis nécessaire – et l'on assista à une radicalisation de la part de Michel Debré, avec le rappel en tant que préfet de Paris de Maurice Papon, qui avait fait ses classes à la préfecture de Bordeaux sous l'Occupation en organisant la déportation, puis fut préfet de Constantine où il obtint le meilleur bilan en matière d'extermination des résistants algériens. Lorsqu'il fut nommé préfet de Paris, Michel Debré lui laissa quartier libre pour organiser la répression.

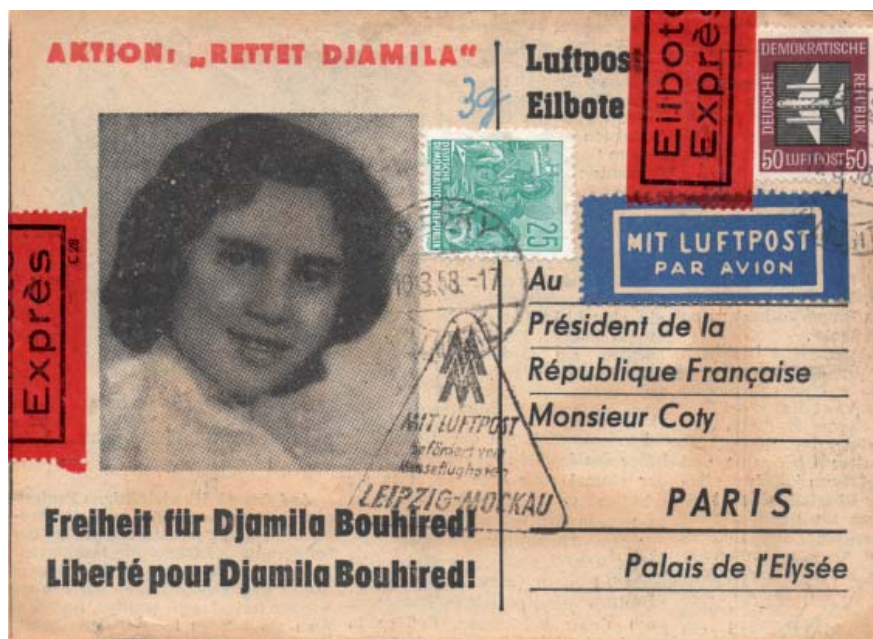


D'après mes camarades algériens, si ces négociations secrètes avaient échoué, c'est parce que les Français

ne voulaient pas admettre l'indépendance de l'Algérie. Après de nombreuses discussions, ils ont quand même accepté de la négocier pour la région côtière mais pas pour le Sahara où l'on venait de découvrir des gisements de gaz et de pétrole. Cette solution était absurde mais la question fut résolue par les accords d'Evian.

A propos des rapports entre communistes et syndicalistes algériens, je reste aujourd'hui marqué par un épisode. En 1945, il y eut une certaine coupure avec les travailleurs immigrés mais vers 1950, la CGT se réorienta vers eux et constitua une commission africaine. Certains militants algériens occupèrent alors des postes à responsabilité au sein de la CGT – et je tiens à saluer la Confédération pour avoir su les mettre en valeur, à l'image de Larbi Bendaoud, qui faisait partie des centralistes du MTLD qui rejoignirent le FLN fin 1955. Il y avait aussi chez Renault des communistes algériens comme Ali Larbaoui, membre du CE, qui s'était présenté pour le parti communiste aux élections de 1951 à Tizi-Ouzou, Omar Ouhadj, autre membre du comité d'entreprise, ou Arezki Ziani, membre du Comité fédéral des Hauts-de-Seine. Au moment du vote des pouvoirs spéciaux, ils me dirent que, pour eux, c'était tout le peuple français qui, par le biais de l'Assemblée nationale, avait voté les pouvoirs spéciaux pour intensifier la guerre – et comme cela a été rappelé hier dans L'Humanité, ce vote est aujourd'hui considéré comme

une erreur. J'ajoute que s'ils ont quitté le parti communiste, ils n'ont en revanche jamais quitté la CGT, ce qui montre que les rapports y étaient d'une autre nature. Ils avaient en effet parfaitement compris qu'ils faisaient partie de la classe ouvrière même s'ils ne partageaient pas les choix politiques des uns ou des autres.



#### Alban LIECHTI, réfractaire à la guerre d'Algérie

On pense toujours qu'au moment de la guerre d'Algérie, le parti communiste encourageait les actions collectives et que les actions personnelles étaient mal vues. Pour ma part, j'ai mené une action individuelle et n'ai pas été exclu du parti communiste pour autant. A l'époque, on se référait beaucoup à Lénine, qui pensait qu'il fallait entrer dans l'armée et essayer d'y obtenir le grade le plus élevé avant de retourner les armes contre les supérieurs ou contre l'ennemi. Mais Lénine disait aussi qu'il ne fallait jamais obéir à des ordres contraires à son honneur, ce que peu de gens rappelaient mais que j'avais personnellement lu.

Pour moi, l'histoire du Monde, c'est la fabuleuse histoire d'êtres humains qui recherchent le bonheur de vivre dans un monde de liberté, d'égalité et de fraternité, un monde de paix et de justice. Depuis que les premiers hommes sont apparus sur terre, voici des millions d'années, les capacités humaines se sont développées de manière fabuleuse. Des hommes des cavernes aux cosmonautes de l'espace, c'est une très longue histoire très riche en enseignements, et il ne s'agit que du début de l'histoire de l'humanité qui se poursuivra pendant encore de longues années car l'avenir sera certainement beaucoup plus long que tout ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui.

Cette histoire est passionnante mais il existe différentes façons de la raconter. Quand j'étais enfant, j'ai souvent entendu dire qu'il y avait toujours eu des guerres et qu'il y en aurait toujours. Je n'étais pas d'accord avec cette idée et voulais prouver le contraire. L'Histoire n'est racontée dans les livres que par le biais d'individualités et d'exploits guerriers. Nous n'apprenons pratiquement

que des dates de batailles ou de guerres. Ce que l'on ne dit presque jamais, c'est qu'il y eut aussi de longues périodes de paix pendant lesquelles les hommes réalisèrent de très nombreuses découvertes techniques, scientifiques ou médicales qui firent progresser toute l'humanité. On oublie de dire que l'Histoire est faite non par des individualités mais par les peuples du Monde entier.

Mes parents ont fait de la Résistance pendant la deuxième guerre mondiale. Ils ont caché un juif chez eux et l'ont aidé à passer en Espagne, puis au Maroc. Très jeune, j'ai donc été confronté aux crimes des SS et à la mort de beaucoup de soldats allemands dans la ville de Sèvres à la Libération, ce qui me frappa fortement. C'est à ce moment que j'ai acquis le désir de combattre toute ma vie pour la paix et le bonheur des hommes, en luttant contre le fascisme, contre les guerres et contre toutes les injustices. Je savais ce combat long et difficile mais je m'y suis engagé pleinement.

Ma première grande action pour la paix fut de faire signer l'appel de Stockholm pour l'interdiction des armes atomiques et j'ai apprécié comme un succès que ces armes n'aient jamais plus été employées depuis, même si les généraux américains envisageaient de le faire en Corée. Ma deuxième action fut de lutter avec la jeunesse française pour la libération d'Henri Martin et de Raymonde Dien qui s'étaient opposés à la guerre d'Indochine. Notre succès, c'est qu'Henri Martin, condamné à cinq années de prison, fut libéré au bout de trois ans et demi.

Quand la guerre d'Algérie a commencé en 1954, j'ai donc observé les manifestations de soldats rappelés et attendais d'autres actions, en particulier que des



jeunes refusent de combattre. Ma troisième action a consisté, en juillet 1956, à refuser de partir combattre les Algériens qui luttèrent pour leur indépendance. J'ai alors écrit au président de la République, René Coty, pour expliquer mon geste. J'ai été condamné à deux ans de prison par le tribunal militaire d'Alger puis, une fois ma peine purgée, à nouveau envoyé faire la guerre en Algérie en mai 1959. J'ai refusé une nouvelle fois de me soumettre et ait été condamné une deuxième fois par le tribunal militaire d'Alger à deux années de prison. A mon retour de la guerre d'Algérie, j'ai été délégué en 1962 au Congrès mondial de la paix à Moscou – où j'ai rencontré et fait signer un autographe à Youri Gagarine, premier homme dans l'espace. Je continue aujourd'hui à militer contre les guerres, pour le désarmement et la paix, et à siéger au Conseil national du mouvement de la paix français.

Je rappelle que la guerre d'Algérie, reconnue comme telle seulement en 1999 par le gouvernement français, n'est toujours pas terminée. Il y a certes eu un cessez-le-feu le 19 mars 1962 mais toujours pas de traité de paix. Je souhaite donc, avec la majorité du peuple algérien et du peuple français, que soit enfin, après cinquante ans, signé un traité de paix et d'amitié entre le gouvernement algérien et le gouvernement français,

ce qui mettrait fin à une situation lamentable et permettrait des échanges fructueux et normaux, d'égal à égal, entre nos deux pays.

J'étais en Algérie, le 21 avril 1961, jour du putsch des généraux. Dès que nous avons appris la nouvelle, nous avons repris nos fusils, au cas où les parachutistes arriveraient, et mis aux arrêts notre capitaine et notre commandant car nous ne savions pas s'ils suivraient les mutins ou le général de Gaulle. Le lendemain, ils se dirent d'accord pour rejoindre le général de Gaulle et nous les libérâmes. Il y eut des réactions similaires partout en Algérie et, finalement, il n'y eut aucune sanction contre des militaires, hormis les auteurs du putsch, car ils avaient tous compris que celui-ci était sans espoir.

J'ajoute que lorsque j'ai dû purger ma première peine de prison, j'étais jardinier au Bois de Boulogne et sur les 210 personnes qui partageaient mon sort, 200 appartenaient à la CGT. Lorsque je suis allé en prison, ils se cotisèrent de telle sorte qu'ils purent verser pendant six mois l'équivalent de mon salaire à mes parents. Ils m'envoyèrent aussi des télégrammes et des lettres de soutien. Voilà ce que peut être la solidarité au sein de la CGT.



#### **Louis DUFOUR, ancien secrétaire général de l'USTM du Val-de-Marne**

A l'époque de la guerre d'Algérie, je travaillais, à la SEPR, à Melun-Villaroche. C'est à cette époque que j'ai commencé à militer au sein de la CGT contre la guerre d'Algérie. C'est également là, qu'au début de l'année 1958, les gendarmes sont venus m'annoncer que l'un de mes frères venait de se faire tuer.

Puis, à la fin de l'année, je me suis retrouvé chez SKF à Evry, où la CGT occupait une place considérable. En 1962, nous y comptions 5 cellules et 1 400 syndiqués sur 2 500 travailleurs. Que ce soit au niveau politique

ou syndical, nous y occupions une place de pointe et avons mené de très nombreuses luttes contre la guerre d'Algérie : arrêts de travail, manifestations, etc. Le lendemain de la manifestation de Charonne, ce fut la grève générale. Tout le monde arrêta le travail, sauf notre directeur, au motif qu'il était pour la non-violence. Ces événements ne nous ont pas gêné pour enregistrer des adhésions à la CGT, au contraire. Ainsi, à l'atelier de la rectification, où travaillaient essentiellement des OS, nous avons créé une cellule d'une trentaine de salariés, sur la base de la lutte contre la guerre d'Algérie.





**le 19 mars 1962 n'est pas la fin de la guerre d'Algérie**

Appel de plusieurs organisations à participer au cinquantenaire du coup d'Etat du 17 octobre 1961



**Un retraité de Champigny-sur-Marne (Henri)**

J'ai fait mes classes à Grenoble, au 93<sup>ème</sup> régiment d'artillerie de montagne. En octobre ou novembre, on nous a interdit de sortir, demandé de rester en tenue de combat, donné un fusil et un paquet de huit balles réelles, avec interdiction de l'ouvrir sans ordre. Nous avons su par la suite qu'il y avait eu des manifestations très importantes à Grenoble, les camarades de l'Isère – notamment les métallos – s'étant battus comme des lions. Nous sommes donc restés en état d'alerte 48 heures, puis avons posé notre fusil et rendu les balles. Avec le secrétaire des JC du Rhône, nous avons considéré que nous ne pouvions pas rester sans rien faire et avons décidé de faire le mur pour nous rendre à la fédération du parti communiste de l'Isère pendant la nuit, où nous avons expliqué les choses à nos camarades. Le lendemain matin est alors sorti dans «*Le travailleur alpin*» une page entière sous le titre «Etranges manœuvres au 93<sup>ème</sup> RAM» et personne ne sut jamais qui lui avait donné ces informations.

Au moment du putsch des généraux, j'étais en Kabylie, dans un poste qui comptait une quarantaine de soldats. Face aux tergiversations de notre lieutenant, je pris le commandement du poste avec une grande facilité, avec pour mot d'ordre «de Gaulle, la République et la quille !». Notre chance, c'est qu'il y avait à côté de notre poste une compagnie chargée de la circulation routière, qui comptait dans ses rangs un prêtre stéphanois avec qui j'avais sympathisé et qui avait lui aussi pris le commandement des deux cents soldats de son poste. Au même moment, il avait été dit qu'un bataillon de chasseurs alpins était parti dans le maquis pour soutenir les généraux factieux. Nous avons donc pris contact avec nos camarades de la troisième batterie, qui avaient mis leurs canons en position de tir, pour leur demander ce qu'ils feraient et ils me répondirent que la hausse et la dérive de leurs canons serait modifiée. Après la guerre d'Algérie, lorsque j'étais secrétaire de la métallurgie de Saint-Etienne, je fus contacté par Paul Dambrière qui était alors le secrétaire général des syndicats de la SGE (société générale d'entreprise) et devint plus tard secrétaire national de la fédération de la Construction. Il me dit qu'il fallait absolument organiser quelque chose car une entreprise de la métallurgie rapatriée d'Algérie voulait s'implanter à La Ricamarie. Or l'arrivée d'une boîte de «pieds-noirs» dans la «vallée rouge» ne semblait pas évidente. Nous avons donc organisé une réunion à laquelle prirent part plus de quatre cents salariés et nous en avons entendu de toutes les couleurs. Mais c'étaient des «prolos», qui avaient des problèmes de logement, de salaire et d'emploi parce que cette entreprise avait été implantée sans se préoccuper des conditions d'installation des salariés. Nous nous en sommes tenus à nos revendications, en rappelant que ce n'était pas là que l'on réglerait le problème de la guerre d'Algérie et, au final, nous avons fait 260 adhésions. C'était l'une des sections syndicales les plus fortes de l'époque.





### Henri MALBERG, dirigeant du PCF

J'avais 16 ans au début de la guerre d'Indochine, 24 au début de la guerre d'Algérie et 32 au moment de la manifestation de Charonne. J'ai donc passé 15 ans de ma vie à m'occuper du colonialisme. Nous n'avons certes pas toujours fait ce qu'il fallait durant cette période mais, rétrospectivement, les communistes français peuvent être fiers.

Avec le recul, la guerre d'Algérie me semble en effet être, plus encore que la guerre d'Indochine, l'un des moments les plus difficiles et les plus compliqués de l'histoire du parti communiste d'après-guerre. Grâce à la CGT, au comité Charonne et au parti communiste, nous avons su célébrer le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de cette guerre, alors que la droite et une bonne partie de la gauche ne le voulaient pas. Pour notre part, entre la réunion d'aujourd'hui, le numéro spécial de L'Humanité, les articles parus dans L'Humanité et La Vie ouvrière, un rassemblement au métro Charonne, un autre au siège de la CGT etc, nous avons fait ce qu'il fallait et l'avons très bien fait.

La guerre d'Algérie fait toujours aujourd'hui l'objet d'une rude lutte politique. Le rôle dans cette guerre de cet immense mouvement que représentent la CGT et le parti communiste semble ainsi avoir été totalement éliminé. A entendre certains, c'est la gauche qui a fait les bonnes choses et le parti communiste qui a fait les «bêtises», ce qui n'est pas correct. Cette bataille continuera et je ne suis pas gêné d'entendre des critiques sur ce que nous avons fait à telle ou telle époque, mais pour ma part, je pense que le bilan général du parti communiste est honorable.

Pourquoi cette guerre a-t-elle été difficile ? D'abord parce que c'était la dernière guerre coloniale du capitalisme français et qu'il ne voulait pas la perdre. Un habitant sur dix d'Algérie était d'origine française ou européenne, l'armée française voulait se venger de Diên Biên Phu et le PS, qui avait été élu pour faire la paix, eut une attitude terrible, avec Guy Mollet qui fit voter les pouvoirs spéciaux et Mitterrand qui déclara que l'Algérie, c'était la France. Quant à nous, nous étions seuls, très seuls. Les autres grands courants ne se rangèrent aux côtés du parti communiste et de la CGT que très tard.

Je souhaiterais également revenir sur quelques questions chaudes.

Quand les communistes dirent que l'Algérie était une nation en formation, en 1938, ce fut totalement révolutionnaire. Ils prirent le contrepied complet de tous ceux qui ne voyaient dans l'Algérie qu'une colonie.

En mai 1945, je n'y ai vu que du feu. L'Humanité avait demandé que l'on punisse les coupables mais, pour notre part, nous étions dans l'incroyable joie de la libération de Paris, de la fin d'Hitler et du bonheur retrouvé. Je n'avais pas compris que la guerre menée au nom de la libération de la France faisait inévitablement penser à celle des peuples colonisés. Le monde occidental avait vaincu le fascisme au nom de la liberté ; une autre partie du monde demandait donc elle aussi à être libérée.

En 1954, le parti communiste demanda tout de suite une solution pacifique. Il ne présenta pas ceux qui avaient tué le couple d'instituteurs français comme des «sauvages». Nos camarades algériens eux aussi croyaient encore à une solution pacifique.

Puis, ce fut le vote des pouvoirs spéciaux, qui fait l'objet d'un débat au sein du parti communiste. Tous mes camarades de la direction pensent qu'il s'est agi d'une erreur terrible et ils ont sans doute raison. A l'occasion des élections législatives de 1956, la France venait de dire «à bas la guerre» et avait donné une majorité aux communistes et au Front républicain qui regroupait notamment socialistes et radicaux. Mais si nous n'avions pas voté les pleins pouvoirs, on n'aurait pas dit pendant cinq ans aux communistes que la seule chance pour que la gauche tienne ses promesses était de donner sa chance à Guy Mollet. Il est évident que nous avons eu tort, mais cela n'a duré que trois mois.

Le 17 octobre 1961, L'Humanité sortit deux éditions : l'une à 20 heures, évoquant un «petit incident», l'autre à minuit avec une page entière sur le drame. Pendant une semaine, elle publia tous les jours un article sur le sujet. Je ne suis donc pas d'accord avec ceux qui disent que le parti communiste et L'Humanité ont laissé passer le 17 octobre.

Reste la question des formes de lutte. Je pense que l'une des raisons de l'affaiblissement du parti communiste français – et la raison centrale pour laquelle les pays de l'Est se sont «ramassés» – tient au maniement de la question de la démocratie et de ses contradictions, c'est à dire l'incapacité qu'ils ont eu à dire que ceux qui ne pensaient pas comme eux n'étaient pas leurs ennemis mais des gens qui avaient des choses à leur dire. Rosa Luxemburg dit d'ailleurs que la seule liberté est celle de ceux qui ne pensent pas comme vous. Il en va de même pour les formes de lutte. Je continue de penser que nous avons eu raison de refuser tout ce qui pouvait faire penser que nous étions non pas des combattants de l'intérêt de notre pays et des peuples colonisés mais des supplétifs du FLN. Notre ligne de conduite était de gagner la majorité du peuple français à l'idée de finir cette guerre et je continue à penser qu'en faisant cela, nous avons contribué à aider le peuple algérien. Cela ne veut pas dire qu'il fallait exclure ceux qui se sont conduits différemment, même si certains d'entre eux sont revenus plus tard. Il n'aurait pas fallu se mêler de cela, leur dire de faire ce qu'ils croyaient bon de faire et admettre que leur chemin était valable, même si ce n'était pas celui choisi par le parti communiste.



**Jean-François CARE, secrétaire général de l'IHS-CGT métallurgie**

Je souhaiterais célébrer ici la mémoire de Bernard Cagne. Voici quatre ou cinq ans, il avait pris l'initiative d'inviter Benjamin Stora et un autre historien pour évoquer la guerre d'Algérie. Le débat avait vite dérapé et s'était transformé en acte d'accusation contre la CGT et le parti communiste français. Bernard, qui m'avait demandé à plusieurs reprises d'intervenir pour rétablir la vérité, s'est finalement levé en rappelant que l'on ne pouvait pas dire de telles choses alors que des centaines de blessés de la manifestation de Charonne avaient été soignés dans l'hôpital où avait lieu le débat. Puis, il rappela quelle fut la place de la CGT et du PC dans cette bataille pour la paix.



**Bernard PEGAUD, retraité Renault Billancourt**

Beaucoup ont eu, comme moi, du mal à comprendre pourquoi ils ont été appelés ou rappelés. Nous ne le savions pas.

Lorsque j'ai reçu la visite de deux gendarmes avec une invitation à me présenter au camp de Satory, cela a jeté un froid au sein de mon atelier. Par fraternité, mes collègues ont donc débrayé. Puis ce fut le retour, qui ne s'est pas bien passé, mais il y eut à nouveau de la fraternité. Cela paraissait peut-être anodin mais c'était important.



**Alain STERN, militant de la FTM, membre du Conseil d'administration de l'IHS-CGT métallurgie**

Je souhaiterais moi aussi évoquer la mémoire de Bernard Cagne. A l'époque, Jean-Claude Poitou et moi travaillions à Nanterre et la situation était difficile à l'intérieur de notre usine du fait notamment de l'affrontement entre MNA et FLN. Certains de nos camarades avaient aussi un fils en Algérie. Par ailleurs, un tiers des travailleurs étaient des camarades algériens qui travaillaient aux fonderies. La police avait tenté d'entrer dans l'usine pour en arrêter certains mais il existait un accord tacite – que nous avons réussi à faire respecter



– pour que les policiers n'entrent pas dans l'usine. En revanche, la police attendait à la sortie de notre usine.

Notre boulot consistait donc à faire sortir nos camarades autrement que par la porte, c'est-à-dire par un passage que nous avons aménagé derrière l'usine. Or, ce que nous ne savions pas, c'est que, de l'autre côté du mur, ils étaient accueillis par des prêtres ouvriers, dont Bernard Cagne. Nous avons donc travaillé ensemble sans le savoir pendant quelque temps.





**Huguette AZAVANT, secrétaire générale du comité Vérité et Justice pour Charonne**

Concernant les pouvoirs spéciaux, je rappelle qu'avant leur vote, Guy Mollet, qui était président du Conseil, avait annoncé, le 2 janvier 1956, la possibilité d'une paix en Algérie, en parlant d'une guerre «imbécile et sans issue». Or, il vira complètement de bord après sa visite à Alger. Le général Catroux, qui était alors gouverneur général, fut limogé et remplacé par Robert Lacoste, qui justifia plus tard l'emploi de la torture.

Comme l'a rappelé Alban Liechti, l'Histoire est faite par les peuples du monde entier, et même par le petit peuple puisque nous étions dans la rue, dans des conditions bien difficiles. Or, la plus grande partie des historiens fait fi de ce que nous avons fait. Pour eux, cela ne fait pas partie de l'Histoire. Le comité Vérité et Justice pour Charonne va donc répertorier et écrire tout ce que les gens ont fait durant cette période : création de comités pour la paix dans les quartiers, de comités de lycéens, de comités antifascistes pour protéger certaines personnes menacées par l'OAS, etc. Aux usines Renault de Billancourt, de Flins ou du Mans, il y eut ainsi des comités antifascistes très actifs dont personne parle jamais. Il faut aussi rappeler qu'entre

1961 et les accords d'Evian, voire au-delà, l'OAS fut très active, non seulement en Algérie mais également en France, et que l'une de ses premières victimes fut Alfred Locussol, membre du PCA, qui avait été expulsé vers la France et qui fut assassiné le 3 janvier 1961. Par la suite, les attentats de l'OAS gagnèrent en intensité – j'en ai répertorié 82 entre septembre 1961 et le 17 février 1962.

Le 18 mars dernier, j'ai participé, en tant que représentante du comité – et avec les représentants d'autres organismes tels que l'Anpromveo, les Amis de Max Marchand, Mouloud Feraoun et leurs compagnons, etc. – à la commémoration des accords d'Evian. Or, le palais des festivités d'Evian, où eut lieu la cérémonie, était placé sous haute sécurité, encerclé par d'anciens parachutistes et des descendants de harkis.

Nous avons également beaucoup travaillé pour donner de l'ampleur à la commémoration de Charonne. Il ne faut, en effet, pas oublier que c'est au lendemain de cette manifestation que de Gaulle a donné comme consigne aux négociateurs d'en terminer avec cette guerre. C'est ainsi que tout se termina le 18 mars 1962 à Evian.



**Louis DUFOUR, ancien secrétaire général de l'USTM du Val-de-Marne**

Au début de 1958, un de mes frères a été tué en Algérie. Nous avons essayé de faire quelque chose le jour des obsèques et dans un premier temps, j'ai pensé au Mouvement de la paix mais comme il n'y en avait pas en Mayenne, où mon frère devait être enterré, je suis allé voir le secrétaire du parti communiste qui fut d'accord pour venir au cimetière faire un discours dans lequel il dénonça la guerre d'Algérie. Au final, il y eut deux mille personnes au cimetière et la majorité d'entre elles me dirent que ce qu'elles avaient entendu correspondait à ce qu'elles attendaient.



**Alain STERN, militant de la FTM, membre du Conseil d'administration de l'IHS**

Au nom de l'Institut d'histoire sociale de la fédération des travailleurs de la métallurgie, je remercie tous les camarades qui ont pris le temps de participer à cette journée. Leurs propos témoignent bien de la bataille qui a été menée et des problèmes qu'il nous reste à surmonter. L'Histoire n'est, en effet, pas neutre et l'on assiste à une véritable bataille autour de ces questions qui nécessitent d'être encore approfondies.

Durant toute cette période, nous avons réalisé des efforts considérables en faveur de la paix en Algérie. Ce fut certes compliqué, sujet à débat, mais dans cette bataille, la CGT n'a pas failli. Elle a, au contraire, fait son devoir internationaliste et de défense des intérêts des travailleurs, qu'ils soient algériens ou français. Par cette journée, nous voulions contribuer au 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie et nous réaliserons une plaquette à partir des interventions prononcées aujourd'hui. Si vous voulez y apporter votre contribution, nous la publierons avec plaisir.



## Regards sur l'action syndicale de la CGT aux usines Citroën pendant la guerre d'Algérie de 1956-1958.



Notre contribution se limite à la période de janvier 1956 à septembre 1958. Elle est tirée des archives du journal *Notre Voix*, organe des syndicats des usines Citroën de la Seine. Elle est centrée sur l'évolution de la question algérienne. Nous avons mis en exergue deux données principales : les prises de positions des syndicats CGT de Citroën sur l'Algérie et les résultats aux élections professionnelles de délégués du personnel (DP) et du comité d'entreprise (CE) des ouvriers et employés où la proportion des travailleurs immigrés notamment algériens est très importante. Cette contribution est une tentative de traduction de la politique globale de la CGT par des militants immergés au sein d'une grande entreprise de l'automobile de la région parisienne. La période observée, 33 mois, est marquée par le passage d'un espoir du règlement pacifique du conflit algérien à une lutte acharnée contre la politique de guerre du gouvernement français et un soutien au peuple algérien.

### L'espoir de paix et de la fin de la guerre d'Algérie

L'année 1956 est porteuse d'espoir pour un règlement pacifié du conflit algérien qui aurait pu conduire à l'indépendance en tenant compte des particularités locales comme les précédents conflits de la Tunisie et du Maroc. Les élections législatives du 2 janvier 1956 sont empreintes de cette situation.

C'est dans ce contexte que se déroulent, du 21 au 23 février, les élections de DP aux usines de la Seine qui emploient environ 30 000 salariés dont les trois quarts sont des ouvriers. Dans l'édition de *Notre Voix*, de février 1956, qu'Henri Beaumont signe en tant que membre du bureau fédéral de la métallurgie et délégué en 1936 aux usines Citroën, il ne manque pas de faire un parallèle entre 1936 et 1956 et souligne les perspectives nouvelles offertes par la lutte dans la continuité du résultat des élections législatives. Dans ce même journal, B. Amar, membre du

bureau des syndicats de la Seine s'adresse aux travailleurs algériens (en français et en arabe dans le texte) :

*«...en votant CGT, vous donnerez à votre vote le sens que tous les travailleurs algériens donnent à leur participation au combat de la classe ouvrière de France. Deux considérations priment notre action.*

*La première : la CGT est la plus puissante des centrales syndicales, organisation de masse et anticolonialiste. Elle est la seule organisation où les algériens sont considérés en tant que tels et exercent des responsabilités à tous les échelons. Elle est solidaire de la lutte du peuple algérien et l'organisatrice de la lutte contre la guerre d'Algérie.*

*La seconde : l'action de la CGT nous a permis d'obtenir des résultats dans la défense de nos revendications particulières. Le 2 septembre 1953, maintien des allocations familiales aux assurés sociaux algériens victimes de la maladie ou d'accidents du travail. Le 1<sup>er</sup> avril 1953, bénéfice de la sécurité sociale algérienne aux familles des assurés sociaux travaillant en France. Le 1<sup>er</sup> août 1955, maintien des allocations familiales pendant 6 mois aux chômeurs algériens. Le bilan de l'activité de la CGT, chez Citroën, pour l'année 1955, comporte : 10% d'augmentation des salaires, 6 à 10 francs de l'heure dans la dernière période, les trois semaines de congés payés. »*

Les résultats des élections de délégués du personnel dans le premier collège, ouvriers et employés, indiquent une progression de 8,48% de participants au vote, par rapport à 1955 et le quorum est atteint dès le premier tour avec 56% des inscrits, 12 094 salariés ont voté sur 21 596 inscrits.

La CGT obtient 9 310 voix dans le collège ouvriers-employés, gagne 2 323 voix (76,98%). Elle obtient 44 sièges sur 56 soit un gain de 3 sièges. FO avec 1 116 voix perd 5,74% et la CFTC avec 1 669 voix perd 0,6%.

Le syndicat «indépendant» qui ne présentait pas de candidat a fait campagne pour l'abstention, sans succès pour les délégués titulaires où le quorum est atteint. Cependant, un deuxième tour sera nécessaire pour les suppléants.

La CGT souligne que cette victoire est d'autant plus grande que la direction Citroën a usé de toutes les méthodes pour l'en empêcher. Elle a profité du temps qui s'écoule entre le dépôt des listes et la date scrutin pour licencier deux candidats CGT dont l'un des deux représentait le 2<sup>e</sup> collège, celui des dessinateurs-techniciens-agents de maîtrise. La CGT attribue ce bon résultat aux perspectives de changements de politique sociale et militaire rendues possibles par le résultat des élections législatives et au vote à l'intérieur des usines des travailleurs algériens et immigrés en sa faveur.

### De la désillusion de l'espoir de paix à la lutte contre la guerre en Algérie

Mais au cours de l'année 1956, les événements vont prendre une autre tournure que celle souhaitée par la CGT. Le gouvernement va utiliser les pouvoirs dont il dispose pour mener une guerre de plus en plus cruelle. Ce qui amène, dès le mois de mai dans le *Notre Voix*, les syndicats CGT des usines Citroën à préciser leurs positions afin de dissiper le trouble qui s'est installé : «...La CGT s'est toujours dressée contre les guerres coloniales (...) en 1925, contre la guerre du Maroc et de Syrie, contre la guerre faite au peuple vietnamien en lutte pour son indépendance». Et de rappeler que les dirigeants de la CGT ont été emprisonnés, poursuivis, condamnés «...la CGT a lutté pour l'octroi de l'indépendance à la Tunisie et au Maroc. (...) Elle est pour l'indépendance de l'Algérie et l'instauration de rapports d'égalité avec la France. (...) Il n'est pas possible de confondre votre camarade de travail, ouvrier français avec les gros capitalistes qui exploitent vos frères en Algérie et pillent votre pays, avec les dirigeants du trust

*Citroën qui nous exploitent tous, français et algériens.»*

Les syndicats rappellent qu'ils ont soutenu les travailleurs algériens qui ont été sanctionnés par Citroën, d'une non augmentation de salaire de 2 francs de l'heure obtenue pour l'ensemble des ouvriers spécialisés, pour avoir participé à la grève du 9 mars 1956 contre l'instauration des pouvoirs spéciaux et pour l'indépendance à l'appel de l'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (USTA) affiliée au Mouvement National Algérien (MNA) qui est à cette période le plus influent. Comme ils protestent contre ceux qui ont été licenciés pour avoir fait grève à l'appel du Front de Libération Nationale (FLN).

Les élections au CE, de mai 1956, confirment l'audience de la CGT qui, avec 79,4% dans le 1<sup>er</sup> collège, gagne 6,85% et 1 siège et dans le 2<sup>ème</sup> collège se maintient à 49,2% en progressant de 0,6%. Au total, avec 18 sièges sur 27, la CGT est majoritaire. Mais, ce bon résultat global indique déjà un fléchissement de la participation salariée de 20%. La CGT l'attribue aux espoirs déçus du règlement de paix en Algérie. Les premiers soldats français du contingent commencent à mourir pour cette guerre injuste, tels Serge Villemaux, âgé de 23 ans, ouvrier à l'usine Saint Charles dans le XV<sup>ème</sup>.

Le 19 juillet 1956, les délégués du personnel interpellent la direction Citroën en réunion plénière sur deux points concernant l'Algérie. Ils sollicitent l'intervention de la direction auprès des pouvoirs publics pour que les travailleurs algériens puissent passer leurs vacances dans leur pays et revoir leur famille. Celle-ci rétorque que *«ce n'est pas son affaire mais celle des pouvoirs publics.»* Ensuite les délégués demandent pour quelle raison la direction a licencié des travailleurs algériens à la suite de la grève du 5 juillet ? La sentence de Citroën est marquée par le mépris le plus total : *«parce que ceux-ci ne sont pas venus travailler et sans avertir, et que certains avaient déjà trois avertissements.»*

Cette réponse, pour les élus CGT, amène plusieurs remarques : *«1° le droit de grève est inscrit dans la constitution française et celui qui en*

*use ne doit pas être sanctionné ; 2° certains ouvriers algériens avaient prévenus leur chef qu'ils ne viendraient pas travailler et ils ont été également licenciés ; 3° certains ouvriers algériens n'avaient aucun avertissement.»*

A une délégation de la CGT venue protester contre les méthodes de Citroën et demander une intervention des pouvoirs publics, le ministère du Travail se déclare impuissant, tout en reconnaissant l'illégalité de telles mesures. *«Ceci montre bien le choix du gouvernement qui n'hésite pas à faire intervenir la police nationale contre les distributeurs de tracts CGT à la porte des usines quand Citroën le lui demande.»*

En octobre, la CGT dénonce l'aveuglement du ministre Lacoste, gouverneur général en Algérie pour les tortures dont sont victimes les militants politiques et syndicaux comme Marouf, membre des syndicats CGT de la Seine et Lakdar Kardi de l'UGSA et aussi Blanche Moine, Joséphine Pellegrin et Gisèle Amiache.

### **Lutte des travailleurs algériens et soldats français malgré la guerre et la Hongrie**

Aux élections de DP de février 1957, l'action permanente de la CGT vis-à-vis des travailleurs algériens porte ses fruits. Elle présente deux candidats algériens en position éligible sur la liste des titulaires, respectivement : Mohamed Makhouk, pontonnier aux forges à Clichy et Mohamed Djouzi, OS, tôlerie à Levallois. Mais elle obtient 6 911 voix soit 70,96% au 1<sup>er</sup> collège, elle perd 6% et revient au niveau de l'année 1955. Elle résiste assez bien, car à la situation dégradée de l'Algérie, vient s'ajouter un contexte international défavorable suite aux événements de Hongrie.

Face au rappel des appels, pour porter à 500 000 hommes le nombre de militaires sur le terrain, et à l'allongement du service militaire, un grand mouvement national de refus de faire la guerre se développe dans lequel s'inscrivent les jeunes appelés. Chez Citroën, au moment où l'on apprend la mort du troisième ouvrier de l'usine de Saint Charles Paris XV<sup>e</sup>, Jean Ar-

nould, de l'outillage, un autre jeune refuse de combattre le peuple algérien. Il s'agit de Fernand Marin, un ouvrier tôlier-chaudronnier à l'usine l'outillage Levallois, demeurant à Chaville.

Incorporé au 93<sup>ème</sup> régiment d'infanterie cantonné au camp de Fileuse, Beynes, en Seine et Oise, il est emprisonné à Fresnes après avoir adressé la lettre suivante au Président de la République, chef des Armées, le 16 septembre 1957. *«J'ai toujours rempli mon devoir de soldat à la satisfaction de mes chefs, j'aime mon pays, (...) je ne vois dans cette guerre qu'une monstrueuse contradiction à cette devise de mon pays. J'ai honte, pour nous les jeunes, du rôle déshonorant qu'on nous fait faire là-bas. (...) Je sens profondément que nous, les ouvriers de France, nous payons cette guerre, car nous sommes les premiers, par les privations, à nous rendre compte qu'elle nous ruine. (...) Je me refuse de participer, de quelque manière que ce soit, à toute action sur le territoire algérien.»* (extraits)

Un an plus tard, le 17 septembre 1958, le verdict du tribunal est prononcé face à une salle archicomble, remplie de délégations venues lui manifester leur solidarité et munies de pétitions comportant des centaines de signatures de travailleurs de Citroën. Fernand Marin est condamné par le tribunal militaire de Paris à 15 mois de prison et 50 000 francs d'amende. Devant être libéré le lendemain, il est emmené de force par avion en Algérie. Les syndicats CGT des usines Citroën mènent une lutte incessante en prenant soin de défendre simultanément les revendications particulières de salaires, de conditions de travail, de la retraite complémentaire, des libertés et celle plus générale de la paix en Algérie. Aux élections de délégués du personnel, de mars 1958, la CGT présente 3 candidats algériens : Mechnoudji Hocine OS, Levallois, Michelet ; Amrouche Tahar, OS, Leblanc XV<sup>e</sup> ; Hamed Kidani, OS, Forges, Clichy et elle réalise une remontée des suffrages. La CGT obtient 7 247 voix soit 74,2% des votants, plus 336 voix et 3,24% ; 41 sièges plus 2 sièges dans le 1<sup>er</sup> collège ouvriers et employés.

## Appel de 35 militants de Citroën au NON au référendum constitutionnel de 1958

Au fil des ans, malgré les atteintes permanentes aux libertés syndicales et les entraves à l'exercice de leur mandat, les délégués CGT agissent au grand jour et 35 d'entre eux appellent nominativement à voter NON au référendum constitutionnel de De Gaulle du 28 septembre 1958.

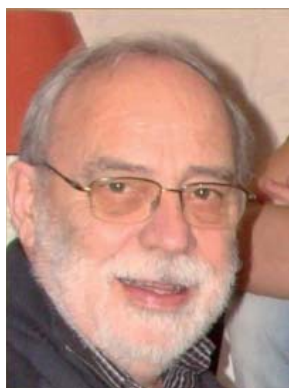
L'activité des syndicats CGT des usines Citroën, pour la période de janvier 1956 à septembre 1958, qui est présentée ici, est extraite

du journal de la région parisienne *Notre Voix*. Elle est centrée sur l'Algérie. Mais elle ne représente qu'une partie de l'activité globale. Elle permet cependant de dégager trois dominantes. La CGT a mené de front les actions de luttes quotidiennes au sein des usines et au plan général pour la paix et l'indépendance de l'Algérie. Elle a défendu en permanence les intérêts de tous les travailleurs de Citroën et en particulier ceux des algériens dont 3 délégués ont été élus en 1958. Les syndicats de Citroën ont été soutenus par les métallos de la région parisienne et de la fédé-

ration et plus généralement par les militants des unions locales, départementales et de la confédération. Cet ancrage à l'entreprise permettra un développement des luttes dans les années 1960 par la gestion du CE en 1964 et les 5 semaines de grève avec occupation en mai 1968.

# Témoignages de Jacques Trégaro

## Une épreuve pour la jeunesse



Cette période a marqué notre jeunesse. J'avais 20 ans en novembre 1959 et comme tous les jeunes de ma génération, j'ai connu les 28 mois de service militaire dans le contexte du conflit Algérien.

Ouvrier électricien dans le bâtiment, depuis deux ans dans une petite entreprise de Tours, j'avais déjà conscience de l'exploitation et de l'injustice, mais l'engagement syndical n'était pas évident, dans une petite entreprise. Membre de la JOC, je trouvais là l'occasion de partager mes convictions, respect de l'homme, sens du service, solidarité internationale.

Appelé «sous les drapeaux» comme on disait, j'ai fait quatre mois de «formation militaire» à Périgueux, puis je suis parti vers l'inconnu : l'Algérie pour 24 mois (mais on ne le savait pas). Dès les premiers contacts, devant les exercices, manœuvres en tous

genres, les brimades et une discipline méprisante, mon sentiment de révolte grandissait et je manifestais mon peu d'empressement comme militaire (refus de faire le peloton). Mais mon souhait de ne pas en rajouter, de partager la vie commune, d'être comme les autres limitait mes réactions.

En fait, dès mon arrivée au 5<sup>ème</sup> Dragons stationné à Périgueux, au moment de l'incorporation et de décliner mon identité, ma formation, mon origine familiale et mes motivations, j'ai exprimé mes opinions antimilitaristes et mon engagement pour la Paix. Cela me suivra tout au long de mon service militaire. Je dois sans doute à ce positionnement de ne pas avoir été placé dans une unité de combat, ni par ailleurs d'être nommé au grade auquel je pouvais prétendre ayant, malgré mon souhait, été contraint aux différentes formations militaires.

Avant mon départ pour l'Algérie, je me souviens d'avoir, lors d'une permission, rendu visite à un oncle ouvrier chez Renault en région parisienne (militant CGT et du PCF). A cette occasion, nous avons engagé une discussion sur l'attitude à tenir vis-à-vis de la guerre d'Algérie. De fait, il me

reprochait de ne pas m'opposer. Pour moi, le positionnement des organisations syndicales et politiques n'était, à ma connaissance, pas très évident.

C'est ainsi que le 18 mars 1960 de Port-Vendres (Pyrénées Orientales), j'embarquais sur le Sis-El Mansour direction Alger, avec plusieurs centaines de militaires. Nous avons voyagé dans des conditions rudimentaires dans les cales du navire aménagées en dortoir avec des hamacs. La traversée fut très mouvementée. Le mal de mer ajouté à l'inquiétude face aux risques et à l'inconnu qui nous attendaient, jouaient beaucoup sur le moral. Plus nous avançons vers notre destination, plus nous prenions conscience d'être soumis à une situation pour laquelle nous n'étions pas préparés et qui nous dépassait. Aussitôt débarqués sur le quai du port d'Alger, la présence impressionnante de soldats en arme sur la ville blanche nous a marqué. Nous nous sommes alors dirigés vers la gare des chemins de fer, toute proche, pour un départ imminent vers notre affectation.

Le voyage dans de vieux wagons peu confortables nous tiendra éveillés malgré la fatigue et nous permettra un premier aperçu de ce pays. Nous avons franchi une zone de montagnes en haut desquelles nous apercevions des miradors avant d'arriver dans la vallée fertile de Médéa. Affreville, ville moyenne,



Port -Vendres Mars 1960  
Avant le départ pour l'Algérie



était le terminus de notre voyage en train. Il nous fallait maintenant rejoindre, en camion, le cantonnement situé à une quinzaine de kilomètres, sur le territoire du lieu dit : Le Puits, région agricole céréalière et fruitière, grande propriété surveillée par l'armée.

Sur place, j'ai été affecté au service des Transmissions, avec pour mission d'assurer le service cinématographique en direction des sections du régiment (28<sup>ème</sup> dragons) répartis en différents lieux du secteur. Avant d'assumer cette tâche, je suis retourné à Alger pour une formation «opérateur-projeteur cinématographique» en matinée d'une quinzaine de jours. C'était pour moi l'occasion de me familiariser avec cette ville grouillante et ses plages, je me sentais en sécurité mais un peu perdu. J'en ai profité aussi pour voir une famille française dont les parents étaient voisins de ma famille (rue Michel à Alger). L'échange avec eux fut sympathique, ils me vantaient leur pays et m'expliquaient que les relations entre les deux communautés étaient tendues, mais qu'ils espéraient pouvoir continuer à vivre ici même après l'indépendance qu'ils jugeaient normale et irrévocable.

De retour au Puits où j'ai pris mes fonctions, j'ai fait équipe avec un autre appelé qui assurait la conduite de la jeep, plus une remorque pour transporter le matériel. Nous devons bien sûr utiliser les pistes qui conduisaient aux pitons où étaient installés les cantonnements de la compagnie.

Notre déplacement se faisait généralement sans escorte, nous devons être attentifs car «vous pouvez rencontrer des rebelles», nous prévenions-nous. D'autres fois, en fonction de risques prévisibles (mines sur les pistes), la route était ouverte par une patrouille et un blindé. Ces déplacements n'étaient guère rassurants.

Arrivés à bon port, nous retrouvions nos camarades qui nous racontaient leurs faits d'armes, leur lassitude, leur écoëurement devant certains comportements, et leur souhait de voir mettre fin à ce conflit qu'ils trouvaient injuste et inhumain. En dehors de notre intervention auprès des militaires, nous avions aussi des séances de cinéma en direction des popula-

tions regroupées par l'armée, avec diffusion de films de propagande gouvernementale qui présentaient les biens faits de la pacification et les appelaient à rejoindre les regroupements villageois sous la protection de l'armée française. Ces rassemblements de population étaient essentiellement composés de femmes, d'enfants et de quelques vieillards qui, docilement, écoutaient sans grande conviction, me semblait-il.

En septembre 1960, j'ai obtenu une permission de 15 jours en France pour participer au mariage de ma sœur ainée (retour en avion jusqu'à Marseille). Ce fut un choc, je retrouvais la Touraine. J'étais saisi d'un sentiment étrange. Appelé du contingent, nous vivions des moments d'anxiété, de tristesse, de peur, alors qu'en France la vie s'écoulait normalement sans trop se préoccuper de ce qui se passait de l'autre côté de la méditerranée. Tout au moins, c'est ce que je ressentais.

La permission arrivait à sa fin, il fallait rejoindre le bateau à Marseille pour un retour en Algérie, le voyage, assez long, permettait de se réadapter à la vie de trouffion. De retour au cantonnement, je retrouvais les copains et l'ambiance fraternelle, malgré les aléas de la vie dans un pays en guerre. Mais cela fut de courte durée car, fin novembre, j'appris ma mutation avec changement de corps, du 28<sup>ème</sup> dragons à la 977<sup>ème</sup> Compagnie. Electro-Mécanicien du Génie, stationné à Méchéria dans le désert du sud-ouest algérien près de la frontière Marocaine. Nouvelle période d'inquiétude, quelles seraient les missions ? Et dans quel contexte ?

Nous sommes en décembre 1960, il faisait chaud, très chaud même dans le désert sur un monticule où des aménagements en béton qui servaient d'abris à la section. Pas un arbre à l'horizon, pas de végétation et au loin le réseau électrifié nous séparait du Maroc.

Sur ce piton, la section du génie était chargée de la maintenance et de l'entretien du réseau électrifié. Nous étions un petit détachement de 15 hommes protégés par une compagnie d'infanterie chargée du maintien de l'ordre dans le secteur. Chaque jour, par petites équipes, nous nous rendions en tournée d'observation ou pour une intervention en cas de défaut sur le réseau. Pour ma part, à chaque passage je n'ai vu que des animaux pris dans les barbelés.



Là-bas, il ne se passait rien, c'était le calme, l'ennui mortel et pour certains la bière compensait.

D'ailleurs pour éviter la démoralisation, le séjour sur ces lieux était limité à une période n'excédant pas trois mois. De plus, des permissions étaient organisées vers la ville la plus proche.

Le 8 janvier 1961, jour du référendum sur le projet d'autodétermination de l'Algérie, l'armée était chargée de véhiculer les habitants pour aller voter dans le cantonnement. Les résultats dans ce secteur peu habité étaient favorables au oui.

Après ce séjour sur ce piton, j'ai eu une nouvelle mutation vers la frontière Tunisienne, avec un certain soulagement, mais aussi la crainte des conditions du point de chute plus dures.

Mars 1961, j'ai fait un long voyage (Traversé de l'ouest à l'est) : Tlemcen-Mascara-Orléansville-Blida-Alger-Constantine-Bône- puis direction Souk-Ahras avec un arrêt terminus de notre voyage dans un petit village «Lamy» situé sur la frontière où nous retrouvions le barrage électrifié. Le paysage est

complètement différent (montagne à plus de 1 000 mètres d'altitude). L'accueil était sympathique, nous étions tous des appelés, quelques uns étaient sursitaires dont le responsable au grade de Sergent Chef. Nous étions installés dans petit Fort, (salle des machines, local de surveillance, lieu de vie et chambres). Je retrouvait là les mêmes astreintes : surveillance du réseau et entretien des groupes diesels pour la production de l'électricité. La seule différence était que les tentatives d'effraction sur le réseau n'étaient pas seulement dues aux sangliers ou autres bêtes mais aux combattants du FLN qui tentaient de rentrer dans leur pays. Je me souviens d'une anecdote lorsque le réseau était coupé durant la nuit. Pour une raison inconnue, la liaison était alors établie avec la compagnie d'artillerie du secteur qui devait pilonner le point indiqué. Chaque obus largué correspondant, d'après les dires des copains artilleurs, au prix d'une Renault - Dauphine. Quel gâchis !! Le lendemain matin, nous nous rendions sur place pour les travaux de réparation de la ligne et nous pouvions alors constater que les dégâts étaient plus souvent le résultat des tirs, que d'interventions humaines et plus important qu'un simple passage.

Nous effectuions notre surveillance en 3/8 ce qui nous donnait du temps libre, chacun l'utilisant, selon ses goûts (lecture, courrier, jeux de cartes, sports...). Avec plusieurs copains, nous partions souvent dans le village, à la rencontre de la population et nous avions de nombreux contacts et des échanges avec les familles et les enfants. Nous devenions tellement familiers que nous étions invités à boire le thé. Nous avons même été au mariage d'un d'entre eux.

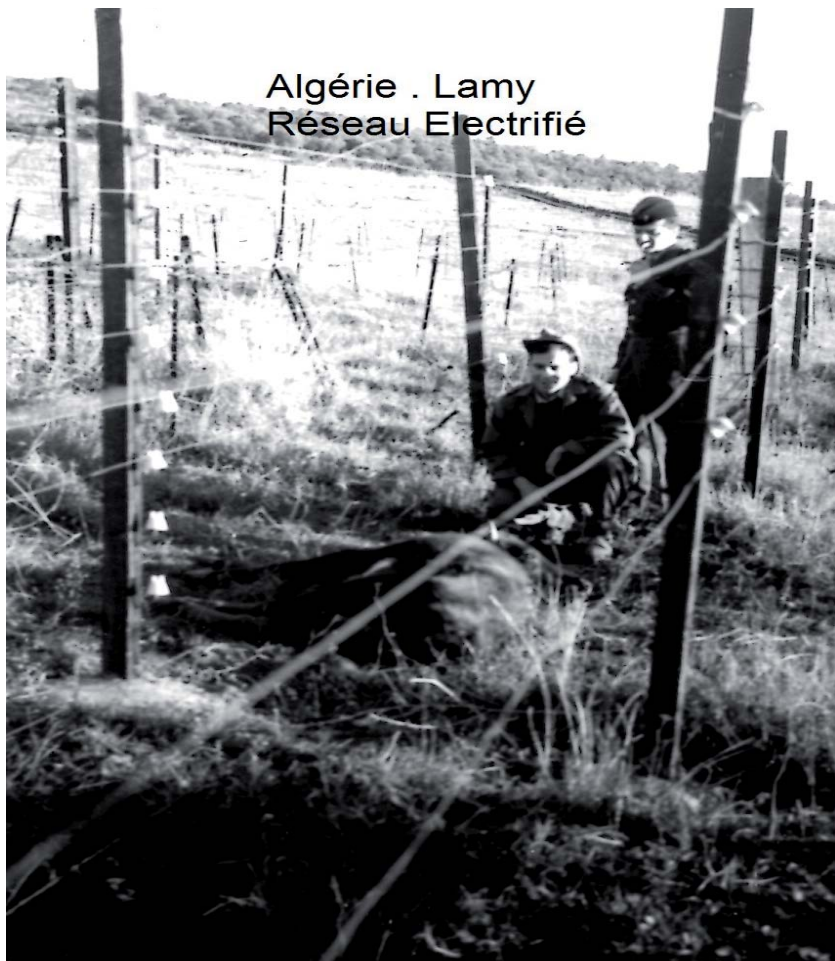
La vie collective était calme, nous étions solidaires et il y avait toujours quelqu'un pour remonter le moral de l'autre. La vie s'écoulait lentement avec, de temps en temps, des petites fêtes à l'occasion d'un départ ou d'une nouvelle arrivée ce qui renforçait encore notre communauté pourtant d'origine et d'opinions diverses.

Cette ambiance nous a permis d'être sereins et unis pour affronter, ensemble, le putsch d'Alger du 23 avril 1961. Devant ce coup

d'état, notre attitude fut unanime, nous avons décidé de refuser d'être associés à cette opération et nous envisageons des dispositions pour refuser d'obéir aux ordres qui nous parviendraient de la part de ce «quartier de généraux en retraite» comme disait De Gaulle ou le commandement du Secteur.

Enfin «la quille» approchait. Il fallu quitter le poste et rejoindre la ville de Bône où l'embarquement vers Marseille était prévu sur «La ville d'Alger» le 1<sup>er</sup> mars 1962. Avant le départ, lors d'une soirée en ville, dans un bar, nous avons ressenti l'atmosphère et l'état d'esprit d'une grande partie de la population. Nous étions quatre libérables, attablés dans ce bar pour boire un rafraîchissement quand soudain les consommateurs présents se sont mis à manifester leur hostilité à notre présence et leur opposition aux projets d'indépendance (les négociations entre le FLN et les émissaires du gouvernement français 1961-19 mars 1962). Pour éviter tout incident, nous avons décidé de quitter l'établissement. Nous avons alors eu

droit à des insultes qui soulevèrent des réactions de mes copains qu'il fallu alors calmer et forcer à quitter les lieux. Notre départ fut marqué par cet épisode. Nous étions alors conscients que le pire était à venir. Le peuple allait encore connaître des moments douloureux, tellement la haine était très forte. Le 3 mars 1962, nous débarquons à Marseille et 16 jours après les accords de paix étaient signés mais les hostilités demeuraient. La paix ne viendra que plus tard.



1954-1962

## Avoir 20 ans en Algérie



1954-1962, prolongeant une exploitation coloniale sans merci, la guerre d'Algérie, impitoyable contre le peuple Algérien, se solda par des centaines de milliers de morts, hommes et femmes, aspirant à leur liberté et à l'indépendance. Du côté français, les soldats du contingent appelés et rappelés payèrent un lourd tribut pour une guerre injuste qui n'était pas la leur, mais celle des monopoles et des colons. 30 000 morts, des milliers de blessés et d'handicapés, des jeunes ayant eu leur «20 ans en Algérie».

Pour ma part, comme les 1 400 000 appelés effectuant leur service militaire, j'ai «servi» dans l'Armée Française, 4 mois pour les classes et 24 mois en Algérie, en Grande Kabylie, de janvier 1960 à décembre 1961.

Ma sensibilisation pour la paix et l'indépendance de l'Algérie se situe en 1956 après les pouvoirs spéciaux octroyés à Guy Mollet (SFIO). Malgré ma jeunesse et un non engagement, comme d'autres jeunes, j'aspirais à la paix, mais j'étais sceptique sur l'issue proposée.

Le déclic militant se fit le 1<sup>er</sup> mai 1956. Elève en classe de terminale à l'Ecole Nationale Professionnelle de Saint Etienne, avec deux camarades, dont un responsable des jeunes communistes de la Loire, nous nous rendions à la Bourse du Travail où devait se dérouler la manifestation. La foule était immense cours Victor Hugo, les mots d'ordres portaient sur les revendications et la paix. Des responsables de la CGT s'inquiétaient de la coupure du rassemblement car les camarades Algériens étaient rassemblés à quelques distances avec leurs pancartes et banderoles et ne voulaient pas s'intégrer au cortège, ce qui aurait facilité leur sécurité.

Dès le démarrage de la manifestation, les forces de police se ruèrent sauvagement sur les manifestants Algériens, matraquant féroce-ment, arrachant les banderoles. Le sang coula sur les trottoirs et dans la rue, des arrestations musclées furent opérées. La manifestation s'arrêta.

Ce que nous avons vécu conduisit ensuite à notre engagement à la jeunesse communiste. Notre témoignage sur ce 1<sup>er</sup> mai auprès de nos camarades de classe les sensibilisèrent, mais beaucoup d'arguments étaient nécessaires.

La mobilisation n'était pas évidente, car la guerre idéologique menée par le gouvernement, la presse et les ultras faisait rage, avec des slogans et des idées trompeuses : «l'Algérie, c'est la France, les rebelles massacrent». Les graffitis étaient nombreux sur les murs tels : CGT = COCOS = TRAITRES = FELLAGAS, en opposition à nos mots d'ordres PAIX en ALGERIE. Notre presse était souvent victime de censures ou de saisies. Pour la jeunesse, il n'était pas facile de se situer, hormis la crainte d'aller mourir en Algérie. Malgré cela, les idées progressaient même avec difficultés.

Par exemple, le 17 octobre 1957, la CGT appelait à une journée de grève pour la paix en Algérie à l'entreprise SCEMM filiale Citroën où je travaillais (1 000 salariés, moyenne d'âge 27 ans). Ce jour là, nous étions 17 en grève (les élus CGT et les 3 militants J.C.). Notre responsable fut licencié dès le lendemain matin. Nous autres passions en production, adieu le bureau d'études.

L'action syndicale, conjuguant les revendications et la lutte pour la paix, faisait avancer les consciences, l'action du PCF et du Mouvement de la Paix éclairait le débat avec d'autres forces pacifiques notamment dans les grandes entreprises où nous étions fortement syndiqués, à Roanne, à Saint Etienne, MANUFRACTURE, BARROUIN, SCHNEIDER et aussi dans la sidérurgie. Ainsi à Firminy, suite à la mort en Algérie d'un appelé de l'usine VERDIE-HOLTZER (futur Creusot Loire), 7 000 salariés ont répondu majoritairement à l'appel à la grève pour la paix en Algérie.

Petit à petit, les consciences s'éclairaient sur la nature de cette guerre et les solutions de paix. La brochure «La Question», dé-

nonciation de la torture par Henri ALLEG, édité par les éditions de minuit dès le 7 mars 1958 circulait sous le manteau, notamment parmi les jeunes. La chanson «Le Déserteur» reprise par MOULOUDJI est devenue un hymne de refus. Des noms de combattants illustres sont découverts : Maurice AUDIN, Henri ALLEG, Fernand YVETON, Alban LIECHTI, l'aspirant MAILLOT...

Grenoble, ville garnison, 6<sup>e</sup> bataillon de Chasseurs Alpins, 4<sup>e</sup> Génie, 93<sup>e</sup> régiment d'artillerie de montagne... connaît comme d'autres villes de France d'importantes grèves et manifestations pour la paix. A l'automne, nous sommes mobilisés en caserne, 48 heures en armes, fusils Garants et 8 cartouches en étui scellé... Quel projet militaire face à la mobilisation pacifique en cours ? Avec un copain responsable des J.C. du Rhône, nous faisons le mur pour aller à la fédération PCF de l'Isère. Deux jours après, gros titre et article sur l'événement dans le journal « *Le Travailleur Alpin* » : Etranges manoeuvres au 93<sup>e</sup> R.A.M. Silence dans les rangs.

Janvier 1960, départ vers TIZI OU-ZOU et le djebel où aucun Pieds-Noirs n'était resté. BORGEAUD et consorts ont fait leurs valises. Mais cette guerre continue ses ravages avec un encadrement militaire qui accentue sa pression idéologique sur les troupes. «Comment sauver sa peau dans cette guerre», «comment rentrer rapidement» tel est le désir majoritaire de tous les appelés.

La conjugaison de différents éléments contribua à faire évoluer les mentalités et les consciences, pendant qu'en France une majorité de citoyens aspiraient à une solution négociée, dans le Djebel, avec le combat héroïque des Partisans Algériens, dans le contingent où la réalité incontournable de la fin des combats et d'une Algérie indépendante prenait corps.

Nous voyons, dans cette inversion d'opinions en faveur de la paix, également le refus des différents putschs fomentés par les éléments factieux de l'Algérie Française. (En

janvier 1960, avec Lagailarde et en avril 1961, avec les généraux félons Challe - Jouhaux - Zeller - Salan). La réussite de leurs putschs aurait constituée un réel danger pour la France et une intensification de la guerre. L'action résolue des démocrates et républicains en métropole, le comportement du contingent rejetant cette funeste aventure firent échouer le projet.

Dans le poste où je me trouvais, en quelques heures, tous les appelés prirent position avec détermination pour la République, pour De Gaulle, pour la quille. Dans le poste voisin, un appelé, prêtre originaire de Saint Etienne, pris le commandement de la compagnie de la circulation routière. Une jonction s'était effectuée auparavant entre des copains J.C. et JOC. La solution finale vers le 19 mars 1962 était en bonne voie.

Pendant toutes ces années, ouvriers Français et Algériens ont lutté au coude à coude dans les entreprises, grèves et manifestations en grand nombre en France. Les accords d'Evian, le 19 mars 1962, actaient la victoire de la paix et de l'indépendance, ratifiés ensuite en France par plus de 90,8% des électeurs. Quelle joie pour les appelés de retour en métropole ! Quelle fierté pour l'action syndicale CGT et politique du PCF d'avoir été des

forces conséquentes de l'action internationale des peuples.

Bien que pas toujours connu et perçu du côté des combattants Algériens du fait de la clandestinité, des conditions de combat dans le maquis et du matraquage médiatique de l'époque, le rôle de la CGT a été apprécié notamment avant 1954 où nombre de syndicalistes Algériens ont participé, dans nos rangs, aux luttes et avec le soutien de la CGT aux différentes luttes syndicales en Algérie. Il en fut de même pour la période de 1954 à 1962. Il y a encore beaucoup de vérités à rechercher et à faire connaître.

Depuis la fin de la guerre, des rapports ont été établis avec des militants et responsables, par exemple au niveau de la métallurgie avec le camarade Abdelraman BOUAZIZ, militant clandestin FLN, travaillant à Peugeot et élu du Comité d'Entreprise.

En décembre 1973, la première délégation officielle de la fédération CGT des métaux se rendit en Algérie à l'invitation des métallos Algériens. Il en fut de même dans les semaines qui suivirent avec la fédération des PTT.

Je participais à ces contacts qui furent fraternels et fructueux, des syndicalistes se sont rencontrés mais aussi des combattants pour

la paix et l'indépendance. La majorité des militants et responsables Algériens, militants du FLN étaient omniprésents dans l'UGTA.

Cette période connaissait une industrialisation forte du pays avec la mise en place de complexes métallurgiques nationalisés : Société Nationale de Sidérurgie, Société Nationale d'Electricité, Société Nationale de Construction Mécanique (ex : Berliet). Les Conseils d'Administration étaient investis aussi par des syndicalistes. Le président Lakhdar Ben Tobbal était un des personnages illustre de la révolution.

Au fil des années qui ont suivi, une riche coopération s'est développée. Par la suite j'ai participé à une coopération là aussi fructueuse entre l'Union Confédérale des Retraités CGT et la Fédération Nationale des Travailleurs Retraités UGTA en 1997. Une rencontre s'est faite à Alger avec de nombreux syndicalistes Algériens, anciens combattants des maquis FLN. Quelle chaleur !

L'Histoire Sociale s'enrichit au fil des années, se précise, évolue dans les idées et dans les mots pour cette période 1954-1962, qui fut glorieuse et d'une grande richesse dans la vie et l'action de la CGT.

## Témoignages d'André Mésas, ancien salariés de la Snecma

### «Algérie : notre bataille pour la paix à la Snecma»

Aujourd'hui, la qualification «guerre d'Algérie» est reconnue. Il faut pourtant se souvenir que ce n'est qu'en 1999 qu'a été officiellement qualifiée la guerre d'Algérie. Toute une génération a vécu cette période. Ces jeunes habillés en soldat partaient pour soi-disant «maintenir l'ordre». Nombreux, furent les jeunes travaillant à la Snecma, qui passèrent 2 années dans les Djebels. Je n'ai pas l'intention de présenter l'histoire de l'Algérie colonisée en 1830, puis organisée en 3 départements français où, dès 1945, des représentants du peuple Algérien tel Fer-Rat-Abbas demandaient l'autonomie. Des promesses se faisaient jour, mais pas de reconnaissance de l'identité Algérienne.

Le dialogue était permanent, mais rien ne se réalisait. C'est donc en novembre 1954 que l'insurrection était déclenchée sous la direction de responsables Algériens encore minoritaires.

A partir de ce moment, les attentats se multipliaient. Et, en France, une situation politique nouvelle se créait, avec les pour et les opposants à l'indépendance de l'Algérie.

A la Snecma, beaucoup de travailleurs ont été influencés par la propagande qui développait le nationalisme et le racisme. Les partisans de la paix et du droit à l'indépendance étaient minoritaires, parfois même agressés, traités de complices des «Assassins».

En Algérie, la guerre s'est développée dès 1954-1955. Les maquis s'organisaient et se structuraient dans la région montagneuse des Aurès. La prise de conscience que le pouvoir de la droite et aussi de la SFIO (parti socialiste) menaient la France dans une impasse sans issue et ruineuse progressait sous l'impulsion de la CGT et du Parti Communiste.

Les protestations contre la «sale guerre» se développaient sous forme de débats et de rassemblements. Dans les centres Snecma, les premières pétitions circulaient dans les ateliers, dans les bureaux. Des comités pour la paix se formaient en lien avec ceux des localités.

Au départ, nous dénonçons le coût de cette guerre alors que les salaires stagnaient et étaient insuffisants. La démonstration se faisait jour du caractère raciste et inhumain de la torture. Guy Mollet SFIO (socialiste) a obtenu, avec les députés communistes, les «Pouvoirs spéciaux» pour faire la paix. Bien entendu, il ne se fera rien de concret dans ce sens. La guerre se poursuivait avec encore plus d'ampleur. Guy Mollet s'inscrivait dans ce processus, il a rappelé des soldats déjà démobilisés ayant accompli 18 mois de service et les nouveaux appelés ont du faire 27 mois. Bien sûr la protestation grandissait, elle s'élargissait aux milieux chrétiens et associations intellectuelles liés au mouvement étudiant.

A la Snecma, le Comité d'Entreprise accordait «le sou du soldat» pour les jeunes appelés de l'entreprise. Des tracts, des documents pour les informer ainsi que l'exigence des délégués CGT pour que chacun préserve son emploi malgré la guerre. Cela maintenait le lien entre les travailleurs et ceux qui sont sous les drapeaux. Cette conception du soldat citoyen jouait et favorisait un rôle bénéfique contre le push militaire d'Alger.

Malgré une majorité de gauche à l'assemblée nationale, Guy Mollet, après l'allongement du temps au service militaire, reniait ses promesses de rétablir la paix. Surtout, il ne prenait aucunement en compte la volonté d'indépendance du peuple Algérien. Cette période pleine d'incompréhensions était difficile pour tous. Elle a conduit le peuple dans les quartiers, les villages, les entreprises à une nouvelle prise de conscience.

A la Snecma, les risques de mort des jeunes étaient ressentis. Cette guerre d'Algérie était reconnue comme bien réelle. Chacun prenait conscience qu'il n'y avait aucun intérêt à poursuivre ce conflit. En France, les libertés étaient de plus en plus exposées, les contrôles de police accompagnés de brimades se développaient à l'égard des Algériens et au-delà. En 1958, la situation était telle que le gouvernement était démissionnaire. Les partisans et tenants de l'Algérie Française ont organisé le coup d'état du 13 mai 1958, espérant

que le Général De Gaulle soit en mesure et capable de maintenir les privilèges coloniaux. Mais cela était impossible. Le mouvement de libération nationale se développait en Algérie. En France, les premières grèves de grande ampleur montraient la volonté de paix et de coopération du peuple Français. Toutes les initiatives étaient de plus en plus rassembleuses. A la Snecma Kellermann, le comité de paix était en lien permanent. Dans ce contexte, la direction se livrait à une bataille contre les salariés partisans de la paix. Certains ont été menacés, dénoncés à la police.

En 1960, les généraux ont tenté le coup d'état pour imposer ou renverser le pouvoir Gaulliste. Nous pouvons remercier aujourd'hui encore les soldats citoyens qui étaient restés en dehors, voire même opposés. Les travailleurs Snecma ont participé nombreux à toutes les manifestations qui étaient de plus en plus nombreuses et de plus en plus fréquentes. La répression était violente à l'exemple de celle des Gobelins où de nombreux participants ont été blessés par les forces de police. Le 21 octobre, les Algériens de Paris manifestaient pour y vivre sans contrainte, la police, aux ordres de Papon, l'a interdit et a réagi violemment en assassinant de nombreux Algériens en les jetant dans la Seine.

Ce sont ces prémices qui ont conduit à la grande manifestation où, là encore, la police de Papon faisait couler le sang au métro Charonne, avec 8 morts, tous de la CGT et du PCF. Le jour des obsèques, une grève très suivie s'est traduite par une manifestation monstre à travers Paris. Le peuple Français voulait la paix. De Gaulle a été amené à un référendum pour l'autodétermination du peuple Algérien. Malgré l'OAS et les Généraux d'Alger, le peuple de France approuvait le oui pour l'indépendance Algérienne.

Bien sûr, après de longues batailles, les accords d'Evian reconnaissaient l'Etat Algérien. De ce fait, nous pouvons être fiers des luttes menées dans l'intérêt des peuples. Luttés très difficiles dans le pays mais aussi dans l'armée. Les racines et causes de ce conflit ne seront véritablement connues

que beaucoup plus tard, après de longues explications. Notre bataille pour la paix était surtout pour faire triompher la solidarité internationale et le droit à l'indépendance, contrairement aux objectifs du pouvoir qui voulait conquérir le pétrole du Sahara, propriété Algérienne, et poursuivre les essais nucléaires. Grâce à la lutte des Français, sous notre impulsion, la nouvelle politique a été de contribuer au développement économique pour une réelle indépendance pour l'emploi, d'assurer l'amitié et les bonnes relations pour la paix. Et ce sont bien là nos tâches pour le présent.

## «Appelé 28 mois»

En 2002, l'Assemblée Nationale et le Sénat, par vote à la majorité, ont approuvé le terme de «guerre» sur le conflit de l'Algérie. Depuis ce jour, c'est la Guerre d'Algérie, après avoir reconnu, en 1994, le droit à la carte du combattant sous certains critères.

Ceci a permis de faire reconnaître le rôle des appelés et des rappelés pendant la période de 1954 à 1962. Il y a eu 1.200.000 jeunes de vingt ans, et selon les statistiques, 10 morts par jour pendant ce conflit colonialiste. (Source F.N.A.C.A.)

J'ai été embauché à la Snecma en 1957, à 17 ans, à l'atelier de décolletage à Kellermann. Outre les discussions de boulot et les revendications de tous les jours, le sujet de la guerre d'Algérie en faisait partie. La polémique portait surtout sur la décision du parti communiste d'avoir voté les pleins pouvoirs au gouvernement socialiste de l'époque, Guy Mollet/Jacques Soustelle, pour envoyer le contingent en Algérie. La CGT avait vivement réagi à Kellermann grâce au dévouement du camarade Chanel. Une action pour la paix en Algérie, chaque mercredi une manifestation avait lieu au métro Tolbiac. Certes, nous n'étions pas nombreux mais je prenais conscience de ce qui m'attendait.

Mai 1960, je reçois mon ordre de route, destination l'Allemagne, une base de l'O.T.A.N. Mon départ à la gare de l'Est fut un bon souvenir car mes copines m'ont accompagné sur le quai. Les C.R.S. aussi. Il y a Lolo, Lili, Françoise Galle et d'autres. Nous avons bu le champagne. Ensuite j'ai pris le train jusqu'à la base.

En quittant la Snecma, j'avais libéré mon vestiaire, remis à «fil de fer» mon cadenas, celui-ci me l'a laissé en cadeau en me disant «cela te servira». Moustache alias Nathan m'avait dit «tu passes au comité». Là m'attendaient Michel Gasnier, Monjault, Boucheny, Chanel et Jeanine Nespoli. La rencontre fut sympa. Ils m'ont demandé de communiquer mon adresse secteur postal afin que le comité m'envoie le journal et un mandat mensuel.

Ceci s'ajoutait à la collecte des copains de l'atelier. Pendant 28 mois d'armée, j'ai reçu la brochure du C.E. et un petit mandat. Elle n'est pas belle la CGT ! En outre, je recevais aussi le journal patronal de la Snecma.

Le lendemain, les classes commençaient et, pendant 3 mois, jours et nuits, pas de répit, pas de perm', pas de droit au foyer et j'en passe. Le matin, parcours du combattant, tir à balle réelle, marche à pied. L'après midi, cours théorique et maniement des armes, et aussi cours de défense corporelle. Et après, entraînement au saut en parachute. A la fin des classes, notre section a été réunie dans la salle de cinéma, nous avons eu droit au discours du commandant de la base, pour nous dire : «Je suis fier de vous. Demain, présentation générale devant le Général représentant les forces de l'OTAN. Ensuite, 8 jours de perm'». Cette perm', quel plaisir ! Revoir mes parents, les copains, et surtout les copines. Mais 8 jours, c'est court. C'est de là que j'ai compris que je partais en Algérie. Pour combien de temps ?

Je suis reparti à ma base par train spécial. Sur les quais de gare, des C.R.S., les portes de wagon fermées. Le soir, fiesta. On nous a offert une choucroute avec une bière et une tarte aux myrtilles. Le lendemain, revue de paquetage complet. C'était le départ pour Marseille en train de nuit, portes fermées, et toujours les C.R.S sur le quai.

Marseille, le camp St Marte, les bateaux à quai : la ville de Bône, la ville d'Alger, la ville d'Oran. C'est sur ce dernier que j'avais embarqué. La traversée n'était pas triste, sur le pont arrière, dans la cale qui était remplie de vomi. En ce qui me concerne, j'ai dormi sur le pont, avec ma capote comme couverture, et comme nourriture les rations. Puis, arrivée à Oran, dans un camp de transit : un hangar avec 4 lits superposés. Le lendemain, après changement de carte d'identité, nous prenions l'avion pour le Ma-

roc, destination Fès, pour trois mois (formation de télétypiste et lecteur au son). La formation était forcément dure : en trois mois, former des jeunes, dans les transmissions de l'époque. De plus, s'ajoutaient le tour de garde et la S.I.R. (section d'intervention rapide). Là, j'ai passé mon peloton pour devenir caporal. Je fus nommé le 1<sup>er</sup> février 1961, cela avait amélioré ma solde.

Au Maroc, j'ai quand même pu visiter Casablanca et aussi déjeuner dans le restaurant de Marcel Cerdan, tenu à l'époque par sa femme. Le souvenir de Fès est, en ce qui me concerne, mauvais, la bouffe dégueulasse et les corvées de sécurité. Passer une nuit entière pour garder un bunker des années 1945, c'est dingue. De plus, il fallait vider la base. Le retrait de l'armée : le matériel était embarqué dans des Nord-Atlas et balancé en mer.

Mon brevet de télétypiste en poche, j'ai reçu mon affectation pour Constantine dans les Aurès à la frontière tunisienne avec mon copain Simon. Là, j'ai fini mes 28 mois. Un campement avec le strict minimum, nous logions dans une sarrade, une demi-lune en tôle, l'intérieur recouvert de toile que l'on appelait un velum. Nos lits, un sommier métallique avec une paillasse pour matelas. Chaque copain améliorait son petit coin avec du bois de récupération pour se créer un peu d'intimité, notamment une table pour écrire. Comme chauffage, deux poêles à charbon. Les sanitaires, des fûts coupés en deux, les douches sans cabine et une chauffe de 200 litres pour 180 à 200 personnes, ce n'était pas le luxe. Le caporal-chef Vallet nous a souhaité la bienvenue et nous a fait visiter la suite du campement, le réfectoire, des tables mais pas de couvert dressé. Il nous a précisé que nous devions amener notre assiette, notre quart et couvercle fournis par l'armée. La cuisine modeste avec quatre roulantes, les repas était un rituel cornedbifs, et le soir, omelette en poudre avec haricots verts en conserve, le dessert

une boîte d'ananas, pas de viande rouge, ni de frites ? Ensuite nous avons fait le tour du campement et de la sécurité. Il avait un G.M.C., 2 jeeps, un Alf-tract, tous munis de l'armement notamment de 12/7 et enfin un vieux car Chausson pour le déplacement des soldats. Celui-ci m'a laissé un bon souvenir. Enfin, nous avons fini le tour par le foyer, lieu de rencontre de tous. On a pris une bière, la boisson habituelle en Algérie, le soir repos. Vallet nous avait précisé que le lendemain, nous devions prendre contact avec le G.A.T.A.C, le pôle des transmissions de l'armée de l'air du constantinois. Celui-ci se situait dans la citadelle de Constantine, face au pont suspendu et à l'hôpital Laveran. Nous devions travailler en équipe le matin, de 7h30 à 12h30, le lendemain, de 12h30 à 18h00, et le jour suivant, de 18h00 à 7h30 de nuit. Cette station dominait toutes les transmissions des bases de l'Aurès, en liaison avec Alger. Notre rôle était celui d'un centre de tri, recevoir et réexpédier les messages reçus, sans compter nos messages à nous. Par jour, ce n'était pas loin de 1 500 à 2 000 messages. Ma vie a suivi ce mouvement. Que faire d'autre ? L'ambiance entre copains était bonne et aussi l'amitié, ce qui compte.

Mi-1961, la guerre évoluait, ce n'était plus une simple guérilla, mais une guerre. Le FLN représentait une armée organisée, avec un potentiel de soldats. Notre vie continuait, mais avec une charge supplémentaire de boulot : assurer le contrôle et la sécurité dans la ville, contrôles dans la salle de cinéma, sorties d'école, c'est là que j'ai fait la connaissance d'Enrico Macias, il était instituteur. J'avais trouvé un bon job, le mercredi, je faisais, avec des potes, l'ouverture de route pour emmener les filles du B.M.C. avec le car Chausson en visite médicale. La visite terminée retour au B.M.C., un repas nous attendait, entrecôte, frites et le reste. Pendant cette période, nous avons été confrontés à la montée de l'O.A.S. Puis le putsch dirigé par Salan, De Castries, Bi-geard.

Le rôle du contingent fut efficace, nous bloquions les transmissions, les pistes de décollage pour les Nord-Atlas notamment à Telergma,

à Bône, Philippeville. Il faut bien reconnaître nos engagements politiques de l'époque pour faire valoir la V<sup>ème</sup> république. Cela, on n'en parle pas, on ne l'écrit pas non plus. La guerre contre le FLN s'amplifiait, les moyens de l'armée aussi. Nous avons touché un G.M.C. équipé pour les transmissions hertziennes avec télétype, ceci pour des opérations de terrain.

Je fus libéré vers le 15 juin 1962. De Constantine à Bône en train, mais en wagon à bestiaux, avec toujours les rations. Enfin Bône, camp de transit. Le lendemain, on embarquait sur la ville de Bône, direction Marseille. Avec mon copain Simon, nous avons loué une cabine pour la traversée. On avait compris la première fois.

Arrivés à Marseille, la croix rouge française nous offrait le petit déjeuner et des croissants. Ensuite, embarquement dans les trains spéciaux pour Paris. Encore 10 heures de route. A chaque arrêt, les gars de la S.N.C.F., par haut-parleur, nous chantaient notre chanson «la quille bordel», c'était sympa. Arrivés gare de Lyon, les G.M.C. nous attendaient pour le transfert de gare en gare. Alors là, pas d'accord ! J'ai pris une sortie non surveillée et un taxi, direction boulevard Magenta près de Barbés, chez mes parents. Arrivé chez moi, le chauffeur de taxi a refusé que je paye, «tu es libéré, je te fais ce cadeau».



# LA MACIF VOUS ASSURE, LE SAVIEZ-VOUS ?

**Adhérez, militez : vous êtes protégés !**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants.** C'est pourquoi, quand vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

**Les Organisations syndicales font confiance à la Macif depuis près de 30 ans** pour assurer l'activité syndicale de leurs adhérents et militants. Pourquoi pas vous ?

Quelle que soit votre mission, des contrats existent pour faciliter votre engagement militant.

Contactez-nous : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)

Document non contractuel. Garanties proposées sous réserve des exclusions mentionnées aux contrats.  
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRÉS ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue Pied de Fond - 79037 Niort cedex 9.



**LA SOLIDARITÉ  
EST UNE FORCE**